



CARAVANE

BULLETIN DE NOTRE DIVISION

S O M M A I R E :

I. Les opérations de la Division	1	IV. Chronique économique	6
II. Les opérations ennemies	2	V. Tribune libre	8
III. Propos d'actualité	4	VI. Revue de presse	10
VII. Anecdotes de la Division	18		

I. Les opérations de la Division

Le compilateur des opérations d'Alsace prétend que, s'il n'a pas livré sa copie plus tôt, c'est pour ne pas dévoiler prématurément des secrets militaires. N'en croyez rien. La vérité c'est qu'il s'est un peu fait tirer l'oreille.

Comme cette semaine nous sommes « black-outés » (comme on dit dans la presse), et que nous n'avons rien de frais à vous offrir, lisez quand-même « De la Meurthe au Rhin: la charge de Strasbourg », que nous vous offrons en supplément, et ne ménagez pas vos remarques sur ses fautes et ses lacunes.

La noble vie du père Houchet

Le R. P. Jean-Baptiste HOUCHE, des Pères du Saint-Esprit, tombait mortellement blessé le 23 novembre 1944, devant le pont de Kehl, comme aumônier divisionnaire de la Division Leclerc, victime de son devoir et de sa ténacité.

C'était un enfant du peuple, fils d'un ouvrier chaudronnier de l' Arsenal maritime de Cherbourg. Ses études faites il suit sa vocation de missionnaire qui le conduit à Brazzaville où on lui confie un poste de brousse; il s'y donne entièrement. C'était un petit homme au visage imberbe, la tête toute ronde, avec de grosses lunettes. Au moral, un garçon quelque peu cabochard, assez volontiers « râleur », mais il est tout à fait exempt d'égoïsme et de pose. Il a une belle horreur de tout bluff. Il est franc, direct, sans complications, et il paie de sa personne. Ces qualités sont pures d'alliage, au point de lui donner une originalité bien à lui. Rapidement il apprend la langue, étend son district, prend une très grande influence. En 1939, la guerre arrive et l'épargne: un vieil accident, sans que cela se voie, lui a déformé l'épaule. Mais voilà qu'en A. E. F. l'armistice déchaîne des mouvements dont naît la Résistance.

Il se rallie de suite à « La France Libre ». Dès juillet 1940 il se met en rapport avec le consul anglais de Léo-

poldville. Affecté à la formation du B. M. 1 (Commandant DELANGE) il prend contact avec le colonel LECLERC.

Dès lors, son action suivra la glorieuse histoire des premiers combattants de la « France Libre ». Après avoir participé aux opérations du Gabon, il passera avec son unité en Syrie (soit la distance de Paris à l'Oural). Pendant les durs combats qui le conduiront à la prise de Damas, il se signale par son grand dévouement et l'aide qu'il apporte au médecin-capitaine COUPIGNY. Profitant du repos donné à sa formation, il retourne alors au Moyen Congo dans son ancienne station de Kindamba, après quoi il rejoint son poste militaire sous les ordres du commandant MASSU. A Sebha, où il séjourne, il aimait à rappeler que le dimanche il célébrait la messe à 6 heures du matin, puis prenant l'avion, il redisait une seconde messe trois heures plus tard à Rhadamès. Le combat se déplace alors de victoire en victoire, on se bat maintenant en Tripolitaine et en Tunisie. Le Père HOUCHE participera à toute campagne avec la force L qui deviendra par la suite la 2e D. F. L.

Un exemple entre bien d'autres prouve la sympathie qu'il engendrait. Vers cette époque le général Leclerc l'avait envoyé au Caire pour obtenir différents approvisionnements. Parti sans un sou, il revient avec plusieurs camions pleins et la somme de 600.000 francs.

*Le Caravanier présente ses meilleurs vœux pour l'Année 1945
aux lecteurs de Caravane*

La suite des hostilités l'entraîne alors en Angleterre, puis de là en Normandie, vers Paris et Strasbourg. Il est aumônier divisionnaire : son prestige accru de ses longs services est considérable, son absence de formalisme, sa rondeur obligeante et joyeuse lui concilient tout le monde. Il est un appoint précieux au milieu de cette formation à tant de titres si extraordinaire.

Avec cela le Père HOUCHEZ était resté prêtre cent pour cent, extrêmement strict pour ses affaires de conscience sacerdotale. D'autre part, à tant de spectacles et de rencontres enrichissantes, son esprit s'était considérablement mûri et il jugeait des événements actuels en homme de culture très développée. Ceux que n'atteignait pas son sacerdoce s'accordaient également à lui vouer une grande estime.

C'est aux abords du Rhin, la grande obsession des Français combattants, qu'il est tombé en se portant au secours des blessés. Il avait 41 ans.

Nombreux furent les officiers qui assistèrent à ses obsèques à Strasbourg, voulant lui témoigner leur attachement à son idéal et à sa mémoire.

Le lieutenant Spaniel

Le lieutenant Spaniel était de nationalité tchèque. Il avait fait la plus grande partie de ses études en France et s'était engagé, à la déclaration de guerre, dans l'armée française. La défaite le surprit à Poitiers où il suivait un cours d'officiers. Il gagna l'Angleterre et s'engagea en 1940 dans les forces Françaises Libres.

En Afrique, il participe aux opérations du Fezzan et de Tunisie, dans une unité d'artillerie. C'est dans la même unité qu'il fit la campagne de France, au poste d'officier-observateur, et c'est à ce poste qu'il trouva la mort, le 29 novembre 1944.

Dans sa batterie, dans son groupe, comme dans les escadrons qu'il a souvent appuyés, chacun a pu apprécier ses mérites.

Il ne pourra pas revoir sa patrie libérée, mais c'est pour sa grandeur qu'il a combattu pendant quatre ans dans nos rangs. Solidaire de notre défaite, confident de nos espoirs, il a été l'un des artisans les plus ardents, les plus désintéressés de notre relèvement.

II. Les opérations ennemies en Belgique et en Luxembourg

1° Aperçu général

Le 16 décembre, le Führer lui-même lance ses armées de l'Ouest dans une ultime partie, élaborée depuis longtemps et massive. En une contre-offensive allaient être jetées dans la bataille toutes les forces blindées encore digne de ce nom, toute l'infanterie fraîche rendue disponible par la réalisation du programme des Volksgrenadiers et par le ramassage des derniers rebuts.

Après une longue période de préparation méticuleuse et secrète, les forces du feldmarschall Model devaient se rassembler brusquement de tous les points de l'horizon, se précipiter en masse sur le centre allié qui ne s'y attendait pas (terrain difficile mais faiblement tenu) et avancer groupées sur un large front vers la Meuse. Deux «Pz.-Armee» devaient avancer avec 8 «Pz.-Div.» en ligne en un vaste et simple mouvement tournant, 4 Div. de SS. sur l'axe Malmédy—Liège et 4 Div. de l'Armée sur l'axe Marche—Namur.

Anvers et Bruxelles étaient alors à portée de la main.

À la suite de chaque armée devaient suivre deux ou trois V.-G.-Div. fraîches et une division Para pour la protection de chaque flanc. Encore plus en arrière et camouflées (tellement en arrière et tellement camouflées qu'aucune ne fut identifiée par nos troupes) devaient suivre les SS.-Div. Wallonie et Flamand pour les basses œuvres politiques.

Sur les flancs nord et sud du groupe d'armées deux armées à base de division d'infanterie devaient ensuite entrer en jeu, l'une pour tenir la vieille ligne en avant de Cologne, charnière solide pour l'avance, l'autre pour couvrir le flanc gauche et les arrières, en poussant à travers les bois et les collines des Ardennes.

En réserve étaient deux autres Panzer-Divisionen, deux Panzer-Grenadier-Divisionen, probablement une de chaque catégorie, pour chaque armée, destinées à exploiter les succès ou à rattraper des erreurs. Pendant ce

temps, de l'infanterie supplémentaire devait être mise en réserve, provenant de tous les secteurs où les alliés auraient retirés eux-mêmes des troupes.

Dans le secteur de chaque « Pz.-Armee », la croûte de la défense (comme cela se produisit) devait être brisée par la préparation d'artillerie et l'attaque d'infanterie; les Panzer se ruèrent alors dans la brèche, devancées cependant par des « unités de suicide », parachutées pour s'emparer des carrefours ou envoyées en chars et uniformes américains pour s'emparer des ponts de la Meuse.

L'horaire était parfait, le coup devait arriver au moment où les alliés eux-mêmes étaient en pleine offensive, de façon que l'effet de surprise joue au maximum et que, même si aucun progrès ne fut réalisé, les plans alliés soient bouleversés pour l'hiver. Le temps aussi était favorable: brouillard et brume, qui annihilèrent la supériorité aérienne alliée.

En fait, le projet se réalisa bien au centre, où la cinquième Pz.-Armee atteignit son premier objectif le long de la route et du chemin de fer de Marche, sans mésaventure, l'infanterie suivant bien. Bastogne, cependant, *ne fut pas prise* et demeura, bien qu'encerclée, un môle de résistance sur les lignes de communication de l'armée; la onzième Pz., en retard au départ, était en difficulté avec les forces alliées à Laroche. Dans le sud, les V.-Gr.-Div. progressèrent légèrement, mais furent bien vite stoppées et même refoulées avec de lourdes pertes.

Mais ce fut dans le nord, où était appliquée la plus grande force, que les choses allèrent plutôt mal dès le départ.

Entre les 5e et 6e Pz.-Armees était placé un corps d'infanterie (LXVI), qui avait pour mission de s'emparer du nœud de routes de Saint-Vith. Pendant cinq jours il n'y parvint pas et un saillant allié fut maintenu, s'enfonçant profondément au centre de l'avance ennemie.

Pire encore, bien que la première SS.-Pz.-Div. eut fait un départ en flèche, atteignant rapidement les faubourgs

de Malmédy, sa camarade, la 12e SS.-Pz.-Div., buta sans espoir, après une avance de quelques kilomètres seulement, et ne réussit pas mieux aux essais suivants. Le résultat fut que les éléments de pointe de la première SS.-Pz.-Div. ont été isolés et la division reçut son châtiment.

Pendant ce temps, le 11e SS.-Pz.-Corps ne prit pas le départ. Le corps d'infanterie (LXVI) sur sa droite, qui devait lui ouvrir la route, s'emparant de Monschau, manqua sa mission.

En même temps, les unités de « suicide » étaient encerclées et par morceaux périssaient de froid, de pieds gelés et de désillusion, sur leurs ponts et leurs carrefours.

2° Développement des opérations

Le 16 décembre, au matin, la contre-offensive allemande fut lancée dans l'Eifel.

L'opération avait le caractère d'un « va-tout » et les ruses les plus vicieuses furent utilisées: les saboteurs disséminés, soit en civil, soit en tenue militaire alliée. De nombreuses unités eurent l'ordre de ne pas faire de prisonniers. Une Pz.-Brigade, équipée de chars Sherman, les équipages en tenue américaine, poussa quelques éléments derrière les lignes alliées dans le secteur nord et des unités de parachutistes furent employées comme parachutistes pour la première fois depuis le début de la campagne de l'ouest.

L'étendue de l'attaque était en gros d'Echternach à Monschau, mis à part un peu plus de 80 kilomètres, et comprenait trois armées. La 7e dans le sud, la 5e Pz. au centre et la 6e Pz.-SS. au nord.

Les Volksgrenadiers de la 7e armée traversèrent la rivière Our dans la région d'Echternach et le premier jour arrivèrent à Dickweiler, Echternach et Berdorf. Le jour suivant Consdorf, à 8 km au sud-est d'Echternach, fut atteint. Les alliés réussirent alors à reprendre la situation en main dans ce secteur. Le front fut pratiquement stabilisé et Consdorf fut le point limite de l'avance de la 7e armée, bien qu'une unité blindée et la 5e Div. Para continuassent à progresser vers l'ouest sur le flanc de l'armée du centre.

Les chars de la 5e Pz.-Armée au centre eurent plus de chance. Le front allié fut dépassé sur tout le front de l'armée jusqu'à Saint-Vith dans le nord. La région de Clervaux fut atteinte le 18 décembre par la 161e Pz.-Div. et Wiltz au sud-ouest fut encerclée le 19 décembre. Ce jour-là, les routes au nord et au sud de Bastogne furent encerclées et la 130e Pz. atteignit les lisières de Saint-Hubert, pénétration la plus lointaine des Allemands dans la semaine.

Le 21 décembre, les divisions de tête avaient atteint leurs points les plus occidentaux et étaient arrêtées.

Dans le nord, la 116e Pz.-Div. est à Hotten et s'y entretient, la 2e Pz. est à Marche, la 130e Pz. est aux lisières de Saint-Hubert, mais la ville est aux mains des alliés. La brigade d'escorte du Führer (sous le commandement de la 7e armée probablement), est à Libramont.

La 11e Pz. est un peu en retrait à Laroche, au sud-ouest de Marche, qui est atteint le 20 décembre, arrêtée par des feux. Bastogne, la pierre d'achoppement de la 5e Pz.-Armée, est toujours aux mains des alliés, bien qu'investie par la 26e Div. à la fin de la semaine.

La participation de la 6e Pz.-Armée aux opérations ne

va pas si bien. La première SS.-Pz.-Div. perça rapidement le long de la ligne Malmédy—Stavelot—Stoumont et puis s'arrêta. Elle ne réussit pas à continuer au delà du Hohe Venn vers la Meuse, comme prévu, car les divisions alliées formèrent rapidement un mur solide Est-ouest en dehors de Stavelot. Seize kilomètres au sud de ce mur, les alliés furent repoussés vers Saint-Vith, où ils stoppèrent l'avance avec acharnement. La 7e D.B.U.S. résista sans arrêt et bien que repoussée de la ville par l'arrivée de la 2e SS.-Pz.-Div. elle se maintint magnifiquement dans cette région, permettant au front de se fixer et de se rétablir le 21 décembre de Stavelot au nord-ouest jusqu'au secteur de Cherain à près de 24 kilomètres au sud-ouest. La première SS.-Pz.-Div. se trouva ainsi en l'air à Stoumont, à 8 kilomètres à l'ouest de Stavelot.

Ce saillant allié de Saint-Vith menace tout le flanc de la 5e Pz.-Armée, empêchant sa voisine du nord de lier son mouvement au sien vers l'ouest.

Son élimination est d'importance capitale pour le commandant en chef de l'ouest et pour ce faire, il engagera de nouvelles forces blindées: la 9e SS.-Pz.-Div. particulièrement.

Entre Bullange et Monschau une forte pression fut constamment exercée par le premier corps SS. avec l'idée de crever et d'élargir la base de la percée de la 6e Pz.-Armée. Il n'y parvint pas, cependant, et à la fin de la période envisagée Monschau (objectif initial dans l'opération) est aux mains des alliés.

Depuis lors, la situation ne cesse de s'améliorer favorablement en faveur des alliés, les Allemands passent à la défensive.

Le 3 janvier, la ligne en contact passait à l'Est de Monschau et de Bullange, au sud de Malmédy, de Malmépré et de Marche. La pointe extrême se situait à l'Est des grottes de Han. Saint-Hubert et Bastogne étaient largement dégagés.

3° Dispositif ennemi

Vingt-deux divisions restent engagées dans la bataille. Cinq autres viennent d'être retirées.

Outre ces formations, de nombreuses unités intéressantes furent jetées dans cette offensive.

La brigade d'escorte du Führer, groupement de deux bataillons de Panzer-Grenadiers et l'unité de chars, venant tous de la « Grossdeutschland », unité d'escorte traditionnelle.

L'école de parachutistes du colonel Von der Heydte, qui lança 600 à 700 saboteurs.

La 150e Pz.-Brigade, composée de spécialistes, déguisés et équipés en servants de chars.

Hitler s'adressa à ses généraux avant la bataille, en appelant à l'esprit de Leuthen, où le « Vieux Fritz » rétablit la situation, malgré la fortune étonnamment contraire.

En définitive, la grande faiblesse du manque d'entraînement des forces ennemies s'est révélée dans les divisions d'infanterie. Le commandant ennemi a fait preuve de soin et de capacité d'un ordre élevé dans son plan. Il connaît et prévoit chaque déplacement des pièces de l'échiquier de la bataille continentale sur un terrain familier aux stratèges allemands depuis des

siècles. Mais l'exécution par des unités mal entraînées n'est pas sans fautes. Enfin, des difficultés de ravitaillement ont surgi et ne feront que croître : la majorité de l'essence, soigneusement amassée sur la ligne de départ, a été dépensée sans que les stocks alliés (par un grand hasard) ne fussent pris.

Le réseau de communications dans l'Eifel et les Ar-

dennes est pauvre et par un temps clair est à la merci de la supériorité aérienne alliée.

Si la Meuse avait été atteinte dans les premiers quatre ou cinq jours, les stocks alliés auraient été capturés et les positions alliées tournées avant que nos forces puissent se regrouper. *Mais cela ne fut pas.*

III. Propos d'Actualité

QUAND LA PUCE NOUS PIQUE, AMIS, ECRASONS-LA!

(Goethe)

Je ne sais pas si nous nous rendons compte, nous autres Français, qu'à côté de ces superbes qualités qui ont fait notre réputation, nous possédons pas mal de petits défauts, en particulier celui d'être souvent parfaitement insupportables.

Monsieur André Siegfried, dans un livre déjà ancien et très pertinent, écrivait : « Le Français est incurablement méfiant, d'une méfiance paysanne; il prend ses précautions comme un robin et ne sait pas faire crédit, même quand la confiance serait habile. » — Je me permets d'ajouter, et c'est, sans doute, un corollaire, qu'il manie la critique avec un fâcheux excès.

Il n'est que de jeter un regard sur notre Histoire pour relever mille manifestations de ce travers national. Pendant plusieurs siècles, la France étant en pleine évolution, nos petites colères ne sont pas allées très loin. Mais un beau jour, nous nous lassons de faire confiance et les encyclopédistes ayant, par surcroît, offert une belle pâture à ce besoin permanent de la race, c'est un véritable incendie. On coupe en deux un tas de pauvres gens, qui n'en pouvaient, mais et jusqu'à ce gros et inoffensif Louis XVI. Après une courte accalmie, les accès de rage se succèdent tout au long du XIX^e siècle. Ils sont moins violents de nos jours, mais, ne nous y trompons pas, pratiquement, rien n'est changé : Avant la guerre, l'opinion était bougonne, il y avait d'ailleurs de quoi, mais n'y aurait-il pas eu de quoi que ç'eût été la même chose. Voyez aujourd'hui : nous continuons... Même nous, nous qui avons confiance, c'est-à-dire qui avons réussi, pour une fois, à immoler cet instinct éternel de méfiance aux pieds d'un homme que nous suivons sans réserve, même nous, dis-je, ne pouvons nous empêcher de critiquer. Pas lui, bien sûr, mais les autres, tous les autres, n'importe lesquels les uns après les autres... C'est systématique, c'est plus fort que nous. Un jour, c'est Pierre; un jour, c'est Paul; le matin, c'est le ministère des Colonies; le soir, le ministère des Finances; c'est selon l'humeur du moment et nous nous tapons les uns sur les autres, lorsqu'il n'y a pas mieux... Mais il y a toujours une cible commode, ce sont nos propres compatriotes. Ils en sont encore, eux, au stade de la méfiance. Depuis quelque temps, ils s'enhardissent même jusqu'à la critique; cela par impatience, parce que, justement, ils n'ont pas assez de confiance et, évidemment, c'est une chose que nous ne pouvons pas admettre! Nous mettons d'ailleurs dans nos jugements sur eux une sévérité et une fougue très grandes. Cela se comprend. C'est une question qui

nous touche de très près. Seulement, cette satanée habitude nous entraîne souvent trop loin et nous n'hésitons pas à traîner tels ou tels de nos compatriotes dans la boue devant des tiers étrangers qui, le premier moment de surprise passé, trouvent cela pour le moins curieux. Il est regrettable de constater que, bien souvent, nous allons même jusqu'à prendre nos voisins à témoin de nos petites misères familiales. C'est de l'inconscience. Nous devrions avoir la pudeur de garder ces choses-là pour nous.

Mais ces mêmes voisins devant lesquels nous nous épanchons ainsi, font également les frais de nos conversations. Je ne parle pas des boches, bien entendu..., mais des autres. Sur leur sujet nous sommes intarissables avec une incomparable variété. Toutefois, si l'on y regarde à deux fois, on a le tranquille plaisir de constater que les critiques les plus acerbes sont identiques, quels que soient ceux que nous mettions en cause, c'est une question de mode. Comme le feutre ou la paille pour les chapeaux, le fond reste le même, c'est une perpétuelle réédition, un refrain, une rengaine.

Je ne dis pas que nous ayons toujours tort, non point, mais cette critique systématique est une erreur, et une erreur grave en ce que, trop souvent répétée, elle en vient à porter à faux. Au demeurant, nous avons bien souvent changé complètement d'avis le lendemain, soit parce que nous avons reconnu nous être trompés, soit, tout simplement, parce qu'il fait beau, et nous accordons alors des louanges presque excessives à ceux que, la veille, nous déchiquetions avec une sereine conviction.

Après tout, si nous y réfléchissons, nous avons beau être des gens charmants, adorables, délicieux, suprêmement intelligents, artistes, enfin tout ce que vous voudrez; sommes-nous bien sûrs d'avoir toujours agi comme nous l'aurions dû? Essayons de nous mettre à la place de ceux dont nous réclamons tant. Avons-nous toujours été parfaitement corrects avec eux? Ni plus ni moins, sans doute, qu'eux avec nous.

Je rappelais tout à l'heure notre grande colère de 89. Nous ne nous sommes pas contentés de hacher menu notre roi et toute sa famille, nous sommes allés jeter la discorde chez nos voisins, candidement persuadés qu'ils éprouvaient le même besoin que nous de trancher le col de leurs monarques. Il faut avouer que nous nous mêlions un peu de ce qui ne nous regardait pas. Les résultats ont peut-être été sublimes, à longue échéance, mais pour finir ils ne nous ont rien rapporté que l'empereur à Sainte-Hélène. Encore heureux qu'il soit venu transformer nos interventions déplacées en épopée fulgurante.

Après cela, Talleyrand ramasse les morceaux et nous nous calmons un peu. Mais pas bien longtemps. Cela recommence au bout de quelques années et durera un demi-siècle. Chaque fois, remarquez-le, nous en appelons au monde entier, les couronnes chancellent et nos voisins ne sont pas contents. Mon Dieu, on les comprend. Nous poussons même l'altruisme jusqu'à faire, malgré eux, l'unité d'un tas de peuples, qui ne nous en gardent aucune reconnaissance, bien au contraire. Souvent, d'ailleurs, ils n'en voulaient pas particulièrement de notre liberté, en Italie, par exemple, ou, dès le départ de Moreau, on rappelait les souverains familiers... Le gros Monsieur couperosé, qui se hisse à grand'peine au haut d'une tribune, qualifie tout cela de générosité sublime, de fraternité des peuples, et autres fadaïses... En réalité, nous n'étions pas satisfaits de notre condition et notre éternelle manie idéaliste nous portait à faire, par la même occasion, le « bonheur » de nos voisins. Nous aurions mieux fait de les laisser tranquilles.

Et puis, nous avons eu aussi nos indifférences, nos combinaisons louches, nos mépris, il nous est aussi arrivé de « lâcher » des gens, même cette généreuse hospitalité que nous n'avons jamais cessé d'offrir à tous ceux, quels qu'ils soient, que nos voisins considéraient comme indésirables. (C'est tout juste si nous n'en faisons pas des héros, par réaction irréfléchie, instinctive, par esprit de contradiction.) C'était chaque fois un peu comme un camouflet que nous leur donnions. Ces émigrés étaient peut-être à plaindre, je ne le nie pas, mais leurs gouvernements étaient maîtres chez eux, avaient des raisons; si nous n'étions pas d'accord nous n'aurions rien perdu à y mettre au moins un peu de discrétion, sinon de circonspection, ce qui n'eût été souvent que de la prudence élémentaire... Mais non, nous sommes comme ça. Seulement, ne nous étonnons pas si ces petites plaisanteries finissent un jour par nous retomber sur le nez.

Ce que l'on aimerait aujourd'hui, surtout aujourd'hui, au milieu de toute cette agitation, c'est un peu de calme dans les esprits. Il faudrait que les Français, s'ils ne sont pas capables, physiquement, de faire confiance à leur gouvernement, mesurent au moins leurs critiques et cessent de les élever à la hauteur d'une institution. Il faudrait que nos compatriotes, même s'ils sont persuadés qu'ils sont le premier peuple de la terre, ne le disent pas trop haut et comprennent qu'une réputation n'est pas un privilège sans contre-partie. Sinon, les nations voisines pourraient bien se payer une nouvelle nuit du 4 août.

Cessons donc un peu de tout ramener à nous-mêmes. Essayons de saisir le point de vue d'en face et au moins, s'il y a doute, de nous abstenir. Ne prêtons pas éternellement à nos voisins les pires intentions ou les plus déplorables faiblesses. Attendons d'être sûrs pour juger. (Lorsque nous sommes sûrs, alors, mais alors seulement, soyons logiques avec nous-mêmes et n'ayons pas peur des conclusions. Il est aussi fâcheux de vilipendier quelqu'un à tort, que de passer l'éponge par faiblesse de caractère sur une avanie grave et consciente.) Il arrive souvent, en effet, que nous ayons raison, puisqu'après tout, nous sommes un peuple intelligent, mais ne gâtons pas tout par des jugements hâtifs et des propos inconsidérés, qui finissent par nous rendre tout simplement odieux. Gardons pour nous nos colères et nos rancunes,

même les plus justifiées. Les grandes diatribes ne sont pas nécessaires pour faire comprendre aux autres, si besoin est, ce que nous pensons d'eux. Le silence est une force. Il est inutile de gaspiller la nôtre en vaines criaileries, qui ne serviraient qu'à donner des armes à nos adversaires ou à nous rendre insupportables à nos amis.

Si nous sommes sûrs de nous, confiants dans nos destinées, nous pourrions nous permettre de mépriser les intrigues et les bassesses, et nous pourrions dire tranquillement, avec toute la sagesse de l'Islam:

« Les chiens aboient, mais la caravane passe. »

Fabrice.

TRAVAILLE-T-ON A L'ARRIERE?

Une femme française, mère de deux militaires de la 2e D. B., frappée par l'allocution radiodiffusée du Général Leclerc, parue dans Caravane, nous fait parvenir ces quelques réflexions:

Dans une récente allocution à la radio, le Général Leclerc a fouetté notre amour-propre. Sommes-nous dignes de ceux qui se battent, ne nous laissons-nous pas submerger par notre misère sans souci de nos défenseurs? Et aussitôt, hommes et femmes bien intentionnés, mais trop insoucians peut-être, font leur *mea culpa*; ils se demandent que faire, comment employer leurs doigts, leur ingéniosité, leurs heures de repos au profit de ceux qu'ils admirent.

Voilà! c'est trouvé. Si démuné qu'on soit, on a bien toujours dans un tiroir un petit reste de laine et deux aiguilles. Un petit carré de quinze centimètres est bien vite fait. Nulle femme ne peut dire qu'elle n'a pas dans la journée un quart d'heure pour faire quelques mailles, le soir — j'allais dire au coin du feu! — ou le dimanche en famille. Nulle fillette en sortant de l'école ne peut refuser, en peinant un peu, de faire un rang ou deux.

Ainsi fut décidée à la radio la « mobilisation de la laine », et le résultat fut surprenant. En moins de quinze jours, l'aimable chansonnier qui nous alerte chaque jour sur le coup d'une heure et quart reçut *deux millions* de carrés de laine. Il faut 90 carrés assemblés pour faire une couverture. Calculez. Vingt mille sont parties la semaine dernière pour les F. F. I. de l'Ouest; un lycée de jeunes filles de Paris en compte 305 à son actif. Un industriel qui n'a pas voulu dire son nom a fait travailler ses ouvrières en chômage et les a nourries: elles ont tricoté des « petits carrés » du matin au soir. Ces couvertures sont des merveilles: le goût parisien n'est pas en défaut. Les unes sont assemblées aux couleurs alliées, d'autres dessinent des croix de Lorraine; il ne suffit pas d'avoir chaud, n'est-ce pas? il faut encore que les soldats sentent qu'on a travaillé dans le même esprit.

C'est peu, dira-t-on, c'est peu en comparaison de tout ce qui reste à faire. D'accord. Mais qu'on nous donne des idées semblables, et nous ne manquerons pas de nous mettre au travail. Les bonnes volontés ne manquent pas à l'arrière; il faut les coordonner, les discipliner et on obtiendra tout des femmes françaises.

IV. La chronique économique

L'une des questions qui préoccupent le plus les milieux industriels, tant ouvriers que patronaux, est, sans contredit, celle des Comités d'entreprise. Cette importante réforme est destinée à réaliser, sur des bases nouvelles, au sein de chaque entreprise, la collaboration entre les divers éléments de la production, et particulièrement entre les patrons et les ouvriers. Dans l'esprit de beaucoup, elle est en même temps l'amorce d'un régime économique nouveau, profondément modifié dans un sens socialiste.

Le projet de loi préparé par le Gouvernement en cette matière a fait l'objet à l'Assemblée consultative d'un débat passablement confus, d'où il est sorti avec de substantielles modifications. Les services de M. Parodi en ont repris l'étude et préparent un texte refondu sur lequel le Conseil des Ministres aura à se prononcer. Il est donc peu probable que l'ordonnance définitive voie le jour avant le milieu de janvier. Le chroniqueur doit donc se borner à poser le problème, sans pouvoir encore distinguer avec certitude quelle solution lui sera donnée.

L'association de plus en plus étroite du patron et des ouvriers au sein de l'entreprise est le résultat d'une évolution amorcée depuis longtemps déjà et qui ne s'est pas manifestée seulement en France. On peut trouver deux sources à cette tendance. Une origine empirique, d'abord. Patron, cadres et ouvriers sont associés à une œuvre commune, et c'est d'une bonne collaboration entre eux que dépend la fécondité de leur effort. D'où les mesures prises depuis longtemps en Amérique, développées très largement en Angleterre depuis quatre ans, pour intéresser tout le personnel de l'usine à l'amélioration des méthodes et à l'accroissement du rendement et de la production. Origine doctrinale ensuite. Le droit de propriété du capital sur les moyens de production et sur les richesses produites est de plus en plus largement contesté à mesure que se répand le socialisme. L'autorité du patron, fondée exclusivement sur ce droit de propriété est, du même coup, mise en question. L'idée se fait jour que la propriété de l'usine devrait revenir à la collectivité des travailleurs qui la mettrait en valeur, et que la direction de l'entreprise devrait donc être exercée, sous le contrôle de cette collectivité, par les techniciens les plus capables.

C'est, à la première idée, la nécessité empirique d'organiser la collaboration de tous à l'œuvre productrice commune que répondaient les lois instituant, dès avant 1936, des délégués ouvriers investis d'une mission spéciale, comme les délégués à la sécurité qui existaient dans les mines et les chemins de fer. L'accord dit «accord Matignon», consacré par la loi du 24 juin 1936, avait généralisé cette institution, en prévoyant dans toutes les entreprises régies par une convention collective la présence de délégués élus par le personnel. Sans doute, la création de délégués nuançait-elle la collaboration d'une nuance de revendication. C'était pour faire respecter les droits et intérêts des ouvriers dans l'organisation du travail que les délégués s'y intéressaient. Mais il s'agissait finalement d'organiser dans des meil-

leures conditions possibles l'effort commun de tous les membres de l'entreprise.

Une idée nouvelle apparaît avec le Comité social d'entreprise, institué par la loi du 4 octobre 1941, dite charte du travail. Bien que l'article 24 de ce texte précise que les attributions de ces comités «excluent toute immixtion dans la conduite de la gestion de l'entreprise», il leur confie aussitôt le soin de «réaliser les mesures d'entraide sociale», ce qui était déjà, dans un domaine annexe, il est vrai, leur reconnaître un pouvoir d'initiative et d'action. Dès avant 1940, d'ailleurs, quelques sentences rendues par des surarbitres pour régler des conflits collectifs de travail avaient reconnu, soit aux délégués, soit aux syndicats, un certain droit de regard sur la marche de l'entreprise, en particulier lorsqu'elles consentaient un abaissement de salaires fondé sur des difficultés de gestion.

Le projet actuellement à l'étude répond directement au souci d'assurer une meilleure défense des intérêts ouvriers dans l'organisation du travail, comme les précédents. Il y ajoute, à l'imitation des comités d'entreprise spontanément créés par nombre d'industriels anglais et ceux institués dans l'industrie aéronautique par une ordonnance prise à Alger, le désir d'associer les ouvriers à l'accroissement de la production par un appel à leur expérience, à leur ingéniosité et à leur esprit sportif. Il va plus loin et constitue ouvertement une étape vers une gestion ouvrière des entreprises, conformément aux doctrines socialistes. Ce triple caractère se marque à la fois dans le recrutement et dans le rôle des comités d'entreprises.

La loi du 24 juin prévoyait l'élection des délégués par le personnel, et des textes ultérieurs avaient précisé les modalités de cette élection. Elle disposait aussi que les délégués pouvaient se faire assister par un représentant du syndicat. Ces dispositions marquaient bien le caractère revendicatif de l'institution: il s'agissait de défendre les intérêts du personnel. Ce caractère a été confirmé par la jurisprudence de la Cour supérieure de l'Arbitrage qui a dû protéger les délégués comme les militants syndicalistes, contre les licenciements injustifiés.

La Charte du travail ne précisait pas le mode de désignation des représentants du personnel au Comité social. En fait, l'élection, suivant les modalités antérieures, fut très largement employée. Mais la loi disposait que les comités sociaux d'établissement devaient être agréés par le Comité social local, qui était lui-même une émanation des syndicats: c'était consacrer l'intervention du syndicat comme tuteur des représentants ouvriers dans l'entreprise. Il est vrai que le même texte exigeait que la désignation des délégués du personnel fût faite «en accord avec le chef d'établissement», au moins pour les premiers comités sociaux, ce qui était de nature à en faire légitimement suspecter l'indépendance.

Il semble qu'on soit d'accord pour que, dans le nouveau régime, les syndicats, librement reconstitués, jouent un rôle important dans la désignation des représentants ouvriers aux comités d'entreprise. Le projet primitif prévoyait par exemple que ces délégués seraient élus par le personnel de l'établissement sur une liste

dressée par le syndicat. Ce système a l'avantage de donner la direction de l'expérience nouvelle aux dirigeants syndicalistes qui sont à la fois plus indépendants et mieux préparés par leur formation et leur action antérieures. Il crée le très difficile problème de la représentation des cadres. Traditionnellement, c'est sur le terrain de la classe sociale plus que celui de la technique que se sont constitués les syndicats. Aux groupements de salariés s'opposent ainsi les groupements de patrons, c'est-à-dire de propriétaires-chefs. Mais cette distinction économique simpliste — salarié-salarient — ne répond pas à la complexité des compétences et des responsabilités dans une entreprise moderne. S'agissant d'améliorer la production, il est nécessaire d'y associer les ingénieurs et techniciens, qui risquent, au contraire, d'être soit noyé dans la masse ouvrière, soit confondus à tort avec le patronat capitaliste. Seul un puissant syndicalisme des cadres qui, malgré les efforts poursuivis depuis deux ans, est presque entièrement à créer, pourrait résoudre la question.

Une fois constitué le Comité d'entreprise, quel sera son rôle ? Ce sera d'abord le rôle revendicatif qui appartenait aux délégués depuis 1936. Saisie d'une réclamation ou d'une suggestion par le Comité, la direction devra y répondre. Et elle ne pourra pas se retrancher derrière les nécessités économiques et le secret des affaires : elle devra motiver sa solution ; si l'explication n'est pas jugée satisfaisante par le Comité, celui-ci pourra provoquer l'arbitrage du Ministre de la Production industrielle. On voit que déjà le patron, bien qu'il en demeure le seul responsable, n'est plus le seul maître de la marche de l'affaire. Et le partage de pouvoir est d'autant plus grave que les représentants ouvriers ont en vue, dans un tel cas, le seul intérêt de leurs mandants et non la vitalité de l'entreprise.

En second lieu, le Comité d'entreprise gère les œuvres sociales : cantines, mutuelles, clubs de loisirs ou de sports, logements ouvriers, œuvres diverses d'assistance sanitaire ou familiale, lorsqu'il en existe dans le cadre de l'entreprise. Sauf qu'il peut sembler regrettable que de telles réalisations soient effectuées dans le cadre de l'entreprise, qui est une cellule de production et non de vie, il n'y a rien qui appelle de remarque.

Enfin, le Comité d'entreprise exerce, dans le double intérêt de la production et du personnel, un certain droit de regard sur la gestion de l'entreprise. Les comptes doivent, en particulier, lui être communiqués avant d'être portés à la connaissance des actionnaires et, après s'être fait assister d'un expert-comptable pour leur examen, il pourra formuler à leur propos les observations qui lui paraîtront opportunes. On discerne ici un souci éducatif : il s'agit de mettre les militants ouvriers au courant de la marche des affaires pour les préparer à en prendre progressivement la direction. Mais ce souci éducatif n'est pas sans créer quelques risques immédiats. Dans la période transitoire, en effet, les ouvriers ne sont pas associés aux responsabilités et restent dans un rôle purement critique ; ils seront d'autant plus portés à méconnaître les nécessités économiques que leur éducation économique restera précisément à faire, tandis que toute leur formation antérieure les pousse à la revendication.

La position du chef d'entreprise risque alors de devenir délicate. En réalité, le fondement de son autorité

qui, en régime capitaliste, est le droit de propriété, tout en étant légalement maintenu, n'est plus pratiquement reconnu. Mais aucun autre fondement, tiré de la compétence technique et de la nécessité d'une discipline de la production, conformément aux doctrines socialistes et, à l'imitation du régime russe, ne lui aura été substitué. Il est à craindre que le chef d'entreprise, qui demeure seul responsable de la production, n'ait bien de la peine à affirmer son indispensable autorité sur une base aussi fragile. L'expérience exigera donc d'être poussée à son terme et ne pourra donner ses résultats que lorsque les patrons capitalistes auront été remplacés par les chefs d'entreprises intégralement socialisées.

LES EXPERIENCES MONETAIRES BELGE ET FRANÇAISE

L'occupant a exigé pendant des années de lourds tributs financiers qui, pour la France, finirent par dépasser 1/2 milliard quotidien. Pour s'acquitter, Belgique et France ne purent prélever les sommes nécessaires en impôts sur une économie en état de pénurie. Il fallut recourir à des emprunts principalement à court terme (bons du Trésor) ou payer le Boche en billets.

D'où augmentation massive de la circulation monétaire qui passe de 28 à 113 milliards en Belgique, de 100 à 600 milliards en France. La manipulation de ces masses de billets anonymes facilita singulièrement le développement du marché noir, la pratique des « dessous de table », etc... : les billets ne laissent pas de traces comme les chèques.

Pour assainir la situation et réprimer les trafics illicites, les Belges ont cru pouvoir agir d'un seul coup par une mesure radicale.

Il y a 8 millions de Belges. On a calculé qu'en laissant 4.000 francs par tête et en y ajoutant dans les entreprises 1.000 francs par employé, la circulation s'établirait entre 35 et 40 milliards, à un chiffre estimé suffisant pour les besoins actuels. On a donc décrété que les billets anciens cesseraient d'avoir cours, à leur place on a distribué des billets nouveaux dans les limites fixées ci-dessus. Pour le surplus, 40% vont à un compte en banque qui sera progressivement débloqué, et 60% sont définitivement bloqués et transformés en épargne. Ces sommes immobilisées serviront sans doute à financer ultérieurement la reconstruction et des industries que le Gouvernement voudra encourager. Il y a incontestablement rupture du contrat entre le citoyen et l'Etat, mais les circonstances exceptionnelles pourraient justifier cette solution s'il n'y avait pas d'alternative.

Dans la pratique l'expérience belge a soulevé, malgré l'exiguïté du territoire, d'énormes difficultés de réalisation et un mécontentement très vif s'est manifesté dans le pays.

En France, la situation est différente, sinon dans le fond, du moins dans les modalités. Les trafiquants du marché noir ont depuis longtemps échangé leurs billets contre de l'or, des bijoux, des tableaux, etc... et les principaux détenteurs de billets sont les paysans. Sans doute ceux-ci se sont-ils enrichis en partie au marché noir, mais c'est grâce à leur travail que le pays a survécu et ils se

sont moins enrichis souvent que les intermédiaires. En outre, depuis cinq ans, les cultivateurs n'ont pu ni mettre d'engrais dans leurs terres, ni entretenir les bâtiments ruraux, ni renouveler leur matériel agricole, réduit par les réquisitions; une grande partie de leurs disponibilités devra donc être absorbée dans leur exploitation dès que les conditions redeviendront plus normales.

Par ailleurs, si en Belgique les Bons du Trésor ne sont détenus que par les Banques, en France des masses considérables de petites coupures sont placées dans le public des villes et des campagnes. Le problème des billets se trouve donc compliqué par le problème des bons, et toucher aux bons c'est toucher au crédit de l'Etat. Or, l'Etat va bientôt avoir à faire face à d'énormes besoins pour la reconstruction du pays plus ravagé qu'en 1914-18. Il devra emprunter des centaines de milliards, ce n'est pas le moment de décourager les prêteurs.

Les difficultés pratiques rencontrées par l'expérience belge et la situation particulière de la France ont donc incité le ministre des Finances à procéder chez nous différemment.

Suivant la méthode de Descartes, Monsieur Lepercq divise les difficultés pour les résoudre et c'est par des opérations successives qu'il entend assainir chez nous la situation monétaire.

1° Un emprunt de libération d'un type classique 3% au pair, et déjà familier à la plupart des Français, vient d'être lancé. Cet emprunt va réduire la masse des billets

et celle des bons, et fixer des masses de moyens de paiement dont l'ébranlement éventuel est une perpétuelle menace de hausse des prix.

2° Un échange des billets anciens contre des billets nouveaux permettra d'éliminer définitivement un certain nombre de milliards emportés par les Allemands ou détruits dans les bombardements et incendies de 1940 à 1944.

3° Des opérations de police contre les trafiquants avec l'ennemi et les mercantis permettront de confisquer des sommes assez importantes encore.

4° Enfin, d'autres modalités peuvent être envisagées qu'il est préférable de taire pour le moment, mais dont l'effet réduirait encore l'excédent de moyens de paiement.

Finalement, on peut espérer ramener la masse des billets à un chiffre compatible avec le niveau des prix et l'activité économique.

En gros les prix officiels sont actuellement entre deux fois et demi et trois fois ceux de 1939. Quand la hausse actuelle des salaires aura produit tous ses effets, ils seront sans doute à un coefficient de l'ordre de trois à quatre. Comme la circulation de fin 1938 atteignait 110 milliards, on peut considérer que si la circulation revenait à 350 ou 400 milliards, on se rapprocherait de la normale, à condition que l'activité économique du pays ait pu reprendre.

V. Tribune libre

LETRE AUX AUTEURS DE LETTRES OUVERTES

L'avis de celui qui envoie cette lettre est que, répéter sans se lasser: «il ne faut pas créer de ligues stériles ou d'associations inopérantes...» ne suffira pas à dégager ces mêmes «hommes de bonne volonté» de l'impasse qui les effraie. Pour ne rien tenter, nous n'aurons pas l'excuse d'avoir subi une guerre déprimante, comme celle où les hommes de 14 ont laissé le meilleur d'eux-mêmes. Eux avaient droit au repos, nous, non!

Si l'on attend le moment où chacun regagnera son foyer, les soucis matériels et le peu de temps disponible feront avorter toute tentative.

Si, comme le proposent certains, une parcelle du pouvoir est distribuée à chaque «petit Leclerc», faudra-t-il prendre exemple sur l'organisation du fascio italien ou sur celle des gauleiters? Puisqu'un homme jeune se sent valeur et désintéressement suffisant pour participer à l'administration de son pays, qu'il travaille et lutte pour mériter une fonction. Il sait maintenant bien tuer les hommes, saura-t-il les aider à bien vivre?

Une solution que je propose est basée sur ces idées:

a) Le rôle de l'officier ne doit pas s'arrêter avec la guerre. S'il faut se pencher sur les besoins de ses hommes au combat, faut-il s'en désintéresser quand ils seront seuls devant la vie à gagner?

b) Si l'on veut surtout dans la vie civile, demander à un homme un acte généreux, il faut dans une certaine mesure le mettre à l'abri de la hantise du pain quotidien pour lui et les siens.

c) Etant donné le petit nombre de ceux qui, après la démobilisation accepteront encore de se grouper autour d'un «patron», il convient de les attirer et de les lier par des intérêts communs: intérêts régionaux, intérêts professionnels, intérêts familiaux, etc...

En conséquence:

1) Donner dès maintenant des cadres à cette organisation.

2) Grouper ceux qui le demandent par catégories de profession, et dans chacune, par capacité, ceci dans le but de mettre chaque homme à sa meilleure place.

3) Prendre liaison entre ces cadres, désignés dans la division, et les cadres civils du pays pour trouver:

— des places d'avenir pour les ouvriers et les cultivateurs;

— des bourses dans les écoles professionnelles pour instruire les cadres intermédiaires;

— une aide matérielle aux étudiants pauvres pour leur permettre de terminer leurs études, ou leur donner au minimum le temps d'acquérir les connaissances théoriques indispensables.

Tout ceci est possible, mais il ne faut pas le demander à la reconnaissance des civils envers ceux qui se battent; elle ne dépassera pas le degré des cadeaux de Noël, mairaines de guerre, etc... Il faut dire aux chefs d'entreprises que le fait d'avoir pris la décision de s'expatrier, d'avoir traversé avec succès de grosses difficultés pour rejoindre l'armée, et simplement d'avoir recherché et fait la guerre, tout cet acquis permettra de lancer dans le commerce,

l'industrie ou les professions libérales, des hommes jeunes de caractère et d'expérience qui donneront un rendement meilleur que ceux qui se sont accoutumés à subir. Et c'est vrai!

La mise au point de cet ensemble serait peut-être terminée pour la démobilisation. Il faudra alors créer une liaison entre ces groupements une fois formés, il faudra aussi qu'ils sachent ce qu'on leur demandera. Cette liaison peut être faite par la vie même de ces organisations, si ces hommes se trouvent encadrés dans des mêmes intérêts: amélioration de l'urbanisme d'une commune, d'un département; défense d'intérêts professionnels communs; entraide familiale, etc...

Les domaines sont divers, les buts ne manquent pas. Un grand résultat sera acquis si l'on sait éviter la paresse, la routine, l'égoïsme et le désintéressement coutumier du Français pour ce qui ne correspond pas à un avantage matériel immédiat.

H. Serizier.

REPONSE A LA LETTRE « AUX HOMMES DE BONNE VOLONTE »

J'ai dû attendre le no 8 de «Caravane» pour prendre connaissance autrement que d'une façon superficielle de ce Bulletin. Je n'ai pas lu la lettre aux «Hommes de bonne volonté» et n'ai des numéros antérieurs qu'une impression générale.

Critiques et suggestions paraissant admises, je me permets de vous présenter les miennes.

L'atmosphère générale du Bulletin dispose à l'euphonie, on y sent que chacun est content de soi; elle laisse entendre qu'il suffit d'appartenir ou d'avoir appartenu à la 2e D. B. pour se présenter au parangon.

Je ne discuterai pas des actions de guerre de la Division. Elle les remplit bien; elle est là pour ça. Pour ce qui est du rôle social joué par la Division ou que ses hommes pourraient jouer demain je fais de fortes réserves.

Sur ce point la Division, au cours de la Libération, est loin d'avoir à mes yeux donné satisfaction. Certes nous ne nous sommes pas montrés trop odieux aux civils. Ce sont les enfants qui mangent nos bonbons; bien de nos cigarettes sont fumées par des civils des deux sexes; les conserves dont nous n'avons pas besoin sont largement distribuées. On peut donc dire que notre «bon cœur» sur les petites choses fait rarement défaut.

Mais soutiendriez-vous que jamais une paysanne, le soir, n'a constaté que manquaient des canards à la bande, des lapins au clapier! Soutiendriez-vous que nous n'avons pas mis à mal les provisions de bois des écoles lorraines, les bibliothèques des maries! Soutiendriez-vous que bien des cultures, des clôtures, des arbres fruitiers n'auraient pu être sauvés de la destruction avec un peu de meilleure volonté de notre part! Sur ces chapitres-là nous nous sommes conduits étroitement en «militaires» en ce que le mot peut avoir de péjoratif: volontiers casse-tout, chapardeur à l'occasion, très avare de nos efforts et donnant l'air de mépriser le pékin.

Quand loisir nous en était donné nous aurions dû relever là un coin de mur, graisser ailleurs une serrure, remettre une porte sur ses gonds, boucher les trous de la

route, aider à rentrer les pommes de terre, scier le bois de l'institutrice, etc...

J'entends d'ici les protestations: «Ce n'est pas notre travail et puis les civils ne sont par toujours corrects avec nous, certains nous reçoivent mal, d'autres nous abusent sur les prix des œufs, etc...» Et après! Lorsque l'on prétend être un exemple on ne s'arrête pas à ces misères.

Hommes de la 2e D. B. nous nous devions d'être individuellement exceptionnels dans nos contacts avec l'extérieur comme la Division est exceptionnelle à la ba taille. Nous ne l'avons pas été.

Je ne crois donc pas à l'influence que pourraient avoir demain dans la société des hommes qui n'auraient que pour seule référence d'avoir appartenu à une valeureuse unité combattante. «Se prévaloir d'appartenir à la Division Leclerc n'est efficace que dans la mesure où cette division subsiste et combat.» Nous devons nos actions de guerre présentes à la Division, mais aucune de nos qualités; c'est au contraire la Division qui doit aux qualités d'un certain nombre qui a su entraîner, animer l'ensemble. Sorti de cet ensemble, de ce groupe bien déterminé, chacun reviendra, avec les qualités et les défauts qui lui sont propres, où le renverront le crible des professions et ses affinités. Si certains impriment à un parti politique, à une philosophie, à une profession, à une art, à leur entourage une vigueur particulière, la Division n'aura rien là à revendiquer.

Si donc la Division veut élargir son rôle, faire acte extramilitaire, qu'elle limite ses objectifs. Ce n'est qu'en bloc, qu'en tant qu'unité organisée qu'elle peut le faire.

Mais de grâce! Laissez les civils retourner à leurs travaux et ne regrettez point que s'estompe en eux le souvenir de la Division. Vouloir figer l'esprit de la Division sous forme d'«amicales, associations d'Anciens» etc... est sombrer dans la sénilité. C'est aux jeunes qui nous remplaceront ici qu'il reviendra de maintenir les traditions de la Division, la «formule France Libre». Quant à nous, ne cherchons pas à jouer sur deux scènes à la fois.

Je m'excuse d'un aussi long préambule, mais cela m'est prétexte à une suggestion dont j'ai l'idée depuis longtemps.

Imaginez que chaque homme de la 2e D. B. verse 20 frs. dans une caisse centrale, cela ferait je crois à peu près 300.000 frs. Cette somme ne suffirait-elle pas à ériger une école-mairie dans un de nos malheureux villages lorrains détruits. Que chacun s'y mette. Qu'architecte, entrepreneur et ouvriers se piquent au jeu et dans un an nous aurions un beau bâtiment ressemblant à ce quoi il est destiné et dont l'ossature serait en ce beau grès bigarré que vous connaissez.

Là encore j'entends des protestations (protestations de principe, car les protestataires sont ceux-là qui donnent 100 frs. quand on en demande 50): «Pourquoi ramasser une si misérable somme sou par sou! Il n'y a qu'à puiser aux fortunes indignes réalisées sous l'occupation, etc...» Il ne s'agit pas de cela. Il s'agit de permettre qu'une volonté collective, par le moyen d'une collecte, fonde une œuvre durable dont le bénéficiaire est une collectivité.

L'histoire de cette école ne serait-elle pas un exemple de ce que peuvent faire de modestes mais nombreux efforts mis en faisceaux?

J'insiste sur la nature immobilière, indivisible et pourtant à usage commun du souvenir que laisserait ainsi la

Division. Je préviens en cela des critiques qui trouveraient offensantes l'atmosphère «Fête de Charité», la formule des sociétés de bienfaisance qui après avoir collecté des sommes importantes les pulvérisent à nouveau sous forme d'aumônes ridicules: le coup de la soupe distribuée aux pauvres une fois par an. C'est comme si nous voulions aider tout un village détruit et que nous n'arrivions à distribuer que 10 tuiles à chacun.

Il n'y a pas lieu de préciser ici les détails d'exécution de la suggestion présentée. Je ne suis pas qualifié pour cela.

H. J.-F.

« PRISONNIERS »

J'ai été très péniblement surpris de voir dans le no. 5 de «Caravane» ce jugement péremptoire sur nos prisonniers: «des contacts directs permettent de supposer que dans les Oflags la situation est catastrophique, ce qui se conçoit sans peine».

Rentré de captivité depuis un an seulement, je crois être en mesure de protester vigoureusement contre un tel jugement.

La situation matérielle de nos camarades est certainement très dure. L'état des baraques n'a pas dû s'améliorer, le chauffage est probablement réduit, l'habillement s'effiloche de plus en plus, le manque de colis doit ramener la situation de fin 40. Mais le moral de tous doit être plus élevé que jamais, parcequ'enfin ils entrevoient non seulement la fin de leur calvaire, mais surtout la fin du crucifiement de la France.

On ne peut nier en effet que les prisonniers sont plus soucieux du sort du pays que du leur. Bien sûr il y a des égoïstes, des imbéciles, et même pire parmi eux, mais c'est la très petite minorité. La majorité de nos camarades a supporté ses souffrances avec dignité. Très peu se sont laissés prendre aux promesses boches, et il n'est que d'avoir connu la réaction de tous les autres à l'égard des «travailleurs volontaires» pour être renseigné sur ce qu'ils pensent.

Il ne faut pas tomber non plus dans l'excès inverse et penser que tous les prisonniers sont des héros ou sont devenus des saints. Ce sont des hommes, avec leurs qualités et leurs défauts, mais dont beaucoup ont réfléchi sur la cause de nos malheurs, et dont quelques-uns ont décidé de tout faire pour que quelque chose soit changé à cette «France de demain» que certains déjà, dès juillet 40, rebâtissaient à Mailly, avec toute leur foi, et avec la volonté bien ferme de lui consacrer, au retour, toutes leurs énergies.

La pire faute, enfin, à commettre serait, reprenant la phrase de CLEMENCEAU: «Ils ont des droits sur nous», de ne se préoccuper que des revendications «alimentaires» que certains, s'érigant en porte-paroles de tous, ne manqueront pas de réclamer. Certes, il faudra se préoccuper des droits de chacun. Mais les prisonniers ont trop pris conscience de la solidarité pour n'être pas les premiers à savoir que rien ne va quand une faction ou même une fraction du pays pense plus à ses droits qu'à ses devoirs.

Le Cdt. Debray.

VI. Revue de presse

LA VIE POLITIQUE

Le pacte franco-russe

Il nous semble intéressant de vous donner in-extenso les documents avant de vous faire-part des commentaires de la presse.

Il s'agit d'abord du *communiqué fait le 10 décembre par l'agence «TASS»*:

Le séjour à Moscou du général de Gaulle, chef du Gouvernement Provisoire de la République Française, et de M. Bidault, ministre des Affaires Etrangères, a été marqué par de nombreuses manifestations de la sympathie qui unit le peuple français aux peuples de l'Union Soviétique, sympathie renforcée par les épreuves subies par les deux pays au cours de cette guerre.

Les entretiens se sont déroulés avec le maréchal Staline et M. Molotov. Ils ont porté sur l'ensemble des questions intéressant la poursuite de la guerre et l'organisation de la paix future, et en particulier sur le problème allemand. Ces pourparlers ont fait apparaître entre les deux gouvernements une très large concordance de vues ainsi que le désir sincère d'une étroite collaboration.

Les deux gouvernements ont affirmé à nouveau leur résolution de poursuivre la guerre jusqu'à une victoire totale sur l'Allemagne et leur volonté de prendre en com-

mun toutes les mesures propres à garantir l'Europe de toute nouvelle agression.

C'est dans cet esprit que les deux gouvernements ont procédé, le 10 décembre, à la signature d'un traité d'alliance et d'assistance mutuelle dont le texte sera publié séparément.

Ensuite le texte du pacte lui-même qui fut publié dans la Presse parisienne le 18 décembre.

Voici le texte du traité:

Le Gouvernement Provisoire de la République Française et le Presidium du Conseil Suprême de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques,

déterminés à poursuivre en commun et jusqu'au bout la guerre contre l'Allemagne,

convaincus qu'une fois la victoire acquise le rétablissement de la paix sur une base stable et son maintien pour un durable avenir comportent comme condition l'existence d'une étroite collaboration entre eux et avec l'ensemble des Nations Unies,

décidés à collaborer afin de créer un système international de sécurité permettant le maintien effectif de la paix générale et garantissant le développement harmonieux des rapports entre les nations,

désireux de confirmer les engagements réciproques résultant de l'échange de lettres du 20 septembre 1941 re-

latif à l'action conjointe dans la guerre contre l'Allemagne,

assurés de répondre par la conclusion d'une alliance entre la France et l'U. R. S. S. aux sentiments comme aux intérêts des deux peuples, aux exigences de la guerre comme aux besoins de la paix et de la reconstruction économique, en conformité entière avec les buts que se proposent les Nations Unies,

ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont désigné pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Le Gouvernement Provisoire de la République Française:

M. Georges Bidault, Ministre des Affaires Etrangères,

Le Presidium du Conseil Suprême de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:

M. Viatcheslav Mikhaïlovitch Molotov, Commissaire du Peuple aux Affaires Etrangères de l'U. R. S. S.,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier. — Chacune des Hautes Parties Contractantes continuera de combattre aux côtés de l'autre et des Nations Unies jusqu'à la victoire finale sur l'Allemagne. Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à prêter à l'autre aide et assistance dans cette lutte par tous les moyens dont elle dispose.

Art. 2. — Les Hautes Parties Contractantes n'accepteront ni d'entrer en négociations séparées avec l'Allemagne ni de conclure sans mutuel consentement un armistice ou un traité de paix soit avec le gouvernement hitlérien soit avec tout autre gouvernement ou autorité créés en Allemagne dans le but de prolonger ou d'entretenir la politique d'agression allemande.

Art. 3. — Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à prendre d'un commun accord, à la fin du présent conflit avec l'Allemagne, toutes mesures nécessaires pour

éliminer toute nouvelle menace provenant de l'Allemagne et à faire obstacle à toute initiative de nature à rendre possible une nouvelle tentative d'agression de sa part.

Art. 4. — Dans le cas où l'une des Hautes Parties Contractantes se trouverait impliquée dans des hostilités avec l'Allemagne soit à la suite d'une agression commise par celle-ci, soit par le jeu de l'article 3 ci-dessus, l'autre lui apportera immédiatement toute l'aide et l'assistance en son pouvoir.

Art. 5. — Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à ne pas conclure d'alliance et à ne participer à aucune coalition dirigée contre l'une d'elles.

Art. 6. — Les Hautes Parties Contractantes conviennent de se donner l'une à l'autre toute l'assistance économique possible après la guerre en vue de faciliter et de hâter la reconstruction des deux pays et de contribuer à la prospérité du monde.

Art. 7. — Le présent traité n'affecte en rien les engagements précédemment assumés par les Hautes Parties Contractantes envers les Etats tiers en vertu de traités publiés.

Art. 8. — Le présent traité, dont les textes français et russe font également foi, sera ratifié et les instruments de ratification en seront échangés à Paris aussitôt que faire se pourra.

Il prendra effet à compter de l'échange des instruments de ratification et restera en vigueur pendant vingt ans. Si un an au moins avant l'expiration de cette période, il n'est pas dénoncé par l'une des Hautes Parties Contractantes, il restera en vigueur sans limitation de durée, chacune des Hautes Parties Contractantes pouvant alors y mettre fin par une déclaration à cet effet avec préavis d'un an.

En foi de quoi les plénipotentiaires ci-dessus désignés ont signé le présent traité et ont apposé leurs sceaux.

Fait à Moscou, en double expédition, le dix décembre 1944.

Bidault

Ministre des Affaires Etrangères

Molotov

Commissaire du Peuple aux Affaires Etrangères

Voici ce qu'en dit la presse parisienne:

Dès le 13 décembre *L'Humanité*, sous la signature de Marcel Cachin, écrit:

C'est avec une joie sans mélange, c'est avec un grand enthousiasme que tous les Français patriotes ont salué la nouvelle de la signature du traité d'alliance, d'amitié, d'assistance mutuelle entre notre pays et l'Union Soviétique. Dans le peuple, la satisfaction est unanime. Et tous les journaux de Paris, avec des nuances, manifestent leur adhésion, en général sympathique, au très grand acte diplomatique du 10 décembre 1944.

Il conclue en disant:

Il nous serait trop aisé, à cette heure où notre Patrie remonte sa pente douloureuse, de rappeler ce que fut notre action, à nous communistes, pour préparer la France à glorifier ce jour de sa résurrection. Il nous serait plus aisé encore d'évoquer ici les formidables erreurs de jugement de nos hommes d'Etat d'avant-guerre, les basses

campagnes de la presse véneale déchaînée par les trusts et les financiers contre nous et contre l'U. R. S. S. Nous ne le ferons pas. Nous voulons être tout entiers à la joie sereine de ces grandes journées réparatrices. Mais dans l'intérêt de la France de demain, nous avons peut-être le droit de demander à tous nos compatriotes de méditer sur les prodigieux événements de Moscou et de tirer toutes les leçons des fautes du passé pour ne songer qu'à l'avenir de notre peuple.

Le journal *Combat* y consacre son éditorial du 18:

Ce pacte est d'abord un instrument de guerre, à l'objectif précis et limité. Il vise à neutraliser l'Allemagne dans le conflit actuel et dans les années qui suivront la paix. C'est en cela qu'il est efficace et nécessaire. C'est pour cela qu'il aura l'accord des peuples soviétiques et français. Tel qu'il est défini, il n'y a rien à manifester à

son égard qu'un accord total et sans réserve. Nous y ajouterons la gratitude que mérite l'homme qui a su amener la France à la place qu'elle occupe aujourd'hui.

Wladimir d'Ormesson, le même jour, écrit dans *Le Figaro*:

Le traité d'alliance et d'assistance mutuelle franco-soviétique est bien tel que nous le pensions. Il engage la politique française et la politique russe dans une action commune contre l'Allemagne pour la guerre comme pour la paix. Il ne sépare pas cette action de celle des autres nations unies.

Il ajoute:

Ce qui se dégage du protocole du 10 décembre, c'est la volonté d'adopter, des deux côtés, une attitude commune à l'égard de l'Allemagne et de s'assurer conjointement contre les menaces que l'existence de cette redoutable masse germanique continuera à représenter au cœur de l'Europe. Précisément, la grande différence qui existe entre l'époque actuelle et la fin de l'autre guerre, c'est que la situation intérieure de l'U. R. S. S. avait naguère écarté cette puissance des négociations interalliées. L'équilibre que l'on s'était efforcé d'établir était de fait artificiel.

Il termine:

Pour toutes ces raisons, nous accueillons ce traité avec faveur. Nous nous félicitons sans réserve du voyage que le général de Gaulle et M. Georges Bidault viennent d'accomplir et des résultats qu'il a donnés. En portant le salut de la France à nos glorieux alliés, ils ont traduit le sentiment unanime de la nation.

En outre...

Certains journaux soulignent le côté prestigieux de l'affaire. Deux titres en témoignent: «Parmi les nations alliées, notre rang reconquis dans la grandeur» (*Le Parisien Libéré*) et «La France peut reprendre sa mission séculaire» (*Front National*). Dans le même journal, Jacques Debû-Bridel écrit:

C'est la fin des années d'humiliation où la politique munichoise, la défaite et la trahison nous avaient conduits. Diplomatiquement, la France a fait sa rentrée de grande puissance dans le monde. Cette alliance, que tout commandait, seuls des intérêts égoïstes et des préjugés de classes l'avaient fait écarter au moment où, devant la menace hitlérienne, elle apparaissait comme indispensable à notre existence même.

L'Aube approuve sans réserve. *L'Humanité* également, qui ajoute:

Ce qui reste à faire, c'est à appliquer le traité. A l'appliquer selon l'esprit même dans lequel on l'a conclu, c'est-à-dire avec la dernière énergie.

Pareille application du pacte suppose avant tout deux ordres de mesures.

La première chose à faire, c'est de constituer une grande armée nationale pour rapprocher l'heure de la victoire et donner à la France l'instrument militaire de la politique européenne et mondiale qu'elle est de nouveau appelée à jouer sur un pied d'égalité parfaite avec les autres grandes puissances. Et c'est ce qui est proposé dans la résolution militaire votée par l'Assemblée nationale des Comités départementale de Libération. Tout

ce que le patriotisme peut suggérer dans le sens de l'unification totale des forces françaises, de leur considérable développement numérique, de la remise en marche de l'industrie de guerre doit être mis en pratique sans défaillance et sans délai.

Réalisons une grande armée. Réalisons un arrière fort. Et le pacte franco-soviétique contre l'Allemagne portera ses fruits.

D'autres s'attachent à mettre au jour l'esprit du nouveau pacte. Dans *Le Populaire*, S. Grumbach croit que le traité élargi nous conduit à la sécurité, et vers une meilleure S. D. N.:

Puisque le préambule nous dit expressément que le rétablissement de la paix sur une base stable et son maintien pour un durable avenir «comportent comme condition l'existence d'une étroite collaboration avec l'ensemble des Nations Unies, afin de créer un système international de sécurité», c'est, en effet, du statut de la future Société des Nations et des moyens d'action immédiats, dont elle sera dotée, que dépendra finalement la paix du monde, pour la défense de laquelle contre toute nouvelle agression allemande le traité franco-soviétique constitue, dans l'état actuel des choses, un instrument indispensable.

L'Aurore réclame qu'un accord analogue soit conclu avec Londres. Le pacte, dit-elle, était nécessaire et même capital. Mais elle ajoute:

Il n'est pas suffisant. Il doit être assorti d'un autre accord, précis et durable, avec nos amis et actuels alliés anglo-saxons.

Pour Jacques Sadoul (*Ce Soir*), le pacte se suffit à lui-même:

Le pacte franco-soviétique se suffit à lui-même, puisqu'il prévoit la réaction simultanée des deux plus grandes puissances continentales, des deux plus grandes puissances militaires, toutes deux voisines de l'Allemagne, contre toute menace de celle-ci, à qui il leur sera facile, aux premiers symptômes d'une crise nouvelle de démenche guerrière, de passer la camisole de force.

Mail, il n'exclut ni la Grande-Bretagne, ni les Etats-Unis, plus tard...

...les hommes d'Etat soviétique et français ont prévu l'élaboration d'un pacte tripartite anglo-franco-soviétique, qui pourrait être signé dans un délai très bref en attendant que les Etats-Unis viennent compléter cette organisation mondiale de la sécurité.

France Libre pose une intéressante question (il y en aura d'autres): «Quelles seront les réactions américaines devant cet élément nouveau...?» Et son éditorialiste répond de façon très directe:

Les échos qui nous parviennent de Washington sont assez divergents: les uns affirment que jamais le général de Gaulle n'a été plus populaire que depuis son voyage à Moscou; d'autres, au contraire, s'émeuvent: l'alliance franco-russe ne permettra-t-elle pas à l'Europe de fermer sa porte à l'Amérique? Derrière les problèmes politiques se dressent toujours des problèmes économiques, et les plus impérieux.

... Ce serait pour l'Amérique une dangereuse illusion

que de voir dans l'Europe un moyen de résorber son chômage. Grâce à ses immenses réserves et à ses possibilités immédiates, elle trouvera dans les années qui viennent la récompense de son effort. Mais cette pléthore sera courte: il s'agit pour elle de profiter des vaches grasses pour instituer sur son propre sol l'économie distributive nouvelle. Y songera-t-elle à temps? Si oui, les plus grands espoirs lui sont permis et nous sont permis à nous-mêmes. Si non, tant pis pour elle et tant pis pour le monde.

Après avoir exprimé son approbation, Wladimir d'Ormesson nous ramène à la politique intérieure:

Notre politique extérieure renaissante est en pleine essor. Elle s'harmonise parfaitement avec l'éclat de nos nouvelles armes. Il faut maintenant que notre situation intérieure soit à l'unisson et que la France, qui a retrouvé une diplomatie digne de sa meilleure tradition en même temps que de jeunes volontaires qui se font tuer pour elle, travaille d'arrache-pied, dans le respect de l'autorité légale, dans le sérieux, dans la concorde, pour hâter la victoire.

Politique intérieure encore dans *Résistance*, mais avec une intention différente:

Mais il est temps, après les grandes tâches de politique extérieure, désormais remplies, que le chef du gouvernement revienne à Paris. Il est temps que le cabinet sente une impulsion vigoureuse. Il est temps de gouverner.

Les assises des comités de libération, plus encore que les débats de cette Assemblée consultative diminuée par l'absentéisme, ont fait le point du malaise présent. De toutes parts nous arrive de province l'écho d'un mécontentement croissant: dans le tumulte des propagandes diverses, souvent camouflées, le pays cherche sa voie et voudrait qu'on entendit ses vœux.

Plus loin; Pierre Favreau énumère les causes du malaise, dont voici les chapitres: ravitaillement, épuration, chômage... Mais, nous voici revenus dans le quotidien...

Le succès de l'emprunt

Leader de *Le Monde* du 24 déc. 1944:

« Le succès entrevu dès le début est aujourd'hui magnifiquement confirmé. Le ministre des Finances a fait connaître que le total des souscriptions s'élevait à 155 milliards, sur lesquels 116 milliards étaient constitués par de l'argent frais.

A une opération aussi hasardeuse, les oppositions de principe n'avaient pas manqué. En effet, le caractère traditionnel, orthodoxe même, de l'emprunt, heurtait beaucoup d'esprits épris de nouveauté, et hostiles à priori à toute méthode impliquant un appel à la confiance. Les jacobins de la finance regrettaient même que le gouvernement n'étendit pas à l'ensemble du territoire métropolitain l'expérience corse, à l'instant précis où la Belgique s'engageait dans une vaste opération de contraction monétaire.

Le courage et l'obstination persuasive de M. Leger ont eu raison de toutes ces réticences. Après la mort tragique du ministre, son successeur, M. Plevin, a multiplié ses efforts et, avec l'appui du gouvernement unanime, qui a témoigné en la circonstance d'un bel esprit d'équipe, a su mener l'opération à son terme.

Le Trésor est ainsi abondamment alimenté. En effet, les avances permanentes de la Banque de France, dont le plafond est fixé à 100 milliards, viennent de descendre, en trois mois, de 73 milliards à moins de 13 milliards. Le Trésor dispose donc d'un volant de l'ordre de 90 milliards. De même, la circulation qui, en septembre, avait atteint près de 640 milliards, s'est dégonflée à moins de 590 milliards. Ces chiffres provisoires seront largement dépassés.

Il reste que l'importance du déficit budgétaire et la rareté persistante des produits continuent de poser au ministre des Finances et au gouvernement de redoutables problèmes, qu'aucune mesure, si brutale fût-elle, n'était à même de résoudre ou d'écarter. D'autres décisions devront être prises, et sans doute dans un délai assez bref, mais le départ est bon.

LA GUERRE

La résistance allemande

René Papst, *Journal de Genève*, du 18 déc. 1944:

L'auteur de l'article nous décrit les moyens employés par les nazis pour empêcher tout contact entre les alliés et les Allemands des territoires occupés:

« Un ouvrier des chemins de fer du Reich, qui avait travaillé avec une unité américaine, a été trouvé assassiné dans un wagon vide. Sur son uniforme était épinglé un papier révélant qu'il avait été condamné à mort par un tribunal allemand. Quatre bourgmestres nommés par les alliés, un instituteur et un commerçant ont subi le même sort... »

« Ces incidents révèlent deux choses: La première, c'est que les nazis ont laissé à l'arrière des lignes alliées des hommes de confiance, qui se chargent d'exécuter ces sanglantes besognes. La Sainte-Vehme a été reconstituée... La seconde, c'est que la présence des soldats alliés a brisé la terreur que le parti fait peser sur la population. Il n'est par resté beaucoup de monde dans les villes et villages abandonnés par la Wehrmacht, mais par leur attitude, ceux qui sont restés ont démontré que, malgré tous ses efforts, le parti n'a pas réussi à s'identifier complètement avec la nation... »

La préparation allemande du maquis

J. A. Leger, *Le Monde*, 21 déc. 1944:

Le plan allemand est le suivant: il comprend deux initiatives distinctes, l'une inspirée par l'expérience faite en France à ses dépens, l'autre par des décisions utilement appliquées en Russie par l'armée rouge.

Selon ce plan, dans chaque commune des Gau menacés, il a été constitué une série de cellules de maquisards, composées le plus souvent d'un chef du grade approximatif de caporal, et de six hommes. Ces cellules jouissent d'un armement particulier, comportant jusqu'à des mitrailleuses lourdes, parfois des mortiers. Leur horizon est purement local. Les ordres qui leur sont donnés sont de harceler l'ennemi dès qu'il se présente et où qu'il soit, et de ne lui laisser aucun repos. Dans une ville de 30.000 âmes que nous pourrions citer, on a constitué ainsi 150 cellules qui, dès à présent, vivent dans les bois et pour-

suivent un entraînement intensif dans une atmosphère de kommandos. Les jeunesses hitlériennes ont fourni une part importante de ce contingent, d'esprit très agressif.

D'autre part, l'O.K.W. a prescrit, s'inspirant des résultats obtenus en Russie, le retrait immédiat, à l'instant où les troupes alliées sont en vue, de tout le cadre administratif et productif de la population, même dans les villages. Les alliés ne doivent plus trouver dans le secteur qu'ils occupent qu'un magma, composé de femmes, de vieillards, d'enfants, toute la fraction de la population qui constitue une charge et à qui la résistance passive muette sera d'ailleurs commandée.

On compte, à l'O.K.W., que cette méthode sera lassante pour les alliés et se traduira par un « actif » au point de vue militaire. Le rideau se lève maintenant sur cette nouvelle et sensationnelle expérience.

Les atrocités nazies...

— de *Volontés* du 20 déc. — Le charnier d'Arbonne.

Mais quelle émotion a été la nôtre, lorsque nous avons appris la découverte du nouveau charnier en forêt de Fontainebleau. Nous avons deviné immédiatement qu'il s'agissait de camarades à nous, ignoblement, sauvagement massacrés. Ensuite, nous avons vu des photographies: les corps, les restes des corps, entassés pêle-mêle, projetés les uns par-dessus les autres par leurs bourreaux; certains abattus par des balles, d'autres le crâne fracas-

sé, d'autres méconnaissables. Enfin, nous avons connu les premiers noms, non pas tous, hélas! car sur ces 36 corps d'hommes, il y en a encore 17 à identifier. Et ces hommes sont bien nos camarades, ceux des dernières journées d'arrestations avant la débâcle allemande.

— du *Figaro* du 20 déc. — Trois charniers sont découverts dans les Deux-Sèvres.

Il s'agit de trois fosses qui contiennent en tout trente-deux cadavres et d'une quatrième fosse, qui n'a pu encore être entièrement fouillée, mais qui contiendrait quatre cadavres au moins.

Les victimes étaient revêtues de la tenue militaire et sur l'un des uniformes une inscription en anglais a été relevée.

— au *Front National* du 23 déc. 1944:

Strasbourg, 22 déc. — Dans la Basse-Alsace, à Natzwiller, 5800 martyrs, hommes et femmes, ont été assassinés par les Allemands.

En 1941, Himmler avait fait édifier un camp près du village où, sous prétexte de travaux, de nombreux patriotes furent internés et exterminés par les gaz.

Les corps, encore tièdes, étaient alors amenés par camion à l'Institut allemand de recherches anatomiques à Strasbourg, où ils serviraient aux expériences du professeur Herth, directeur de l'institut.

ÉDITORIAUX

« La vieille Alsace »

par Pierre BOURDAN, dans *Carrefour*

Strasbourg, 12 décembre.

Pendant toute la nuit, l'artillerie alliée a bombardé la rive allemande. D'un observatoire élevé aux bords du fleuve, j'ai vu Kehl en feu, d'où montait un gigantesque panaché de fumée rougeoyante, dont les volutes roulaient vers la plaine et le long du Rhin. Incessante, la canonnade a duré jusqu'à l'aube. Une fois de plus, Strasbourg s'est réveillée d'un sommeil troublé en se demandant si elle allait, à son tour, servir de cible à un tir de représailles ennemi.

Car Strasbourg est encore, pour reprendre l'image historique, sous le feu des canons allemands. Pourtant, Strasbourg est pavoisée. Pourtant, certaines de ses rues anciennes forment comme des voûtes de drapeaux. Pourtant, la vieille ville, dont l'ennemi ne laisserait pas pierre sur pierre, ni âme qui vive s'il revenait jamais, affiche sa nationalité française autant et plus qu'aucune ville que j'aie vue depuis cinq mois. Le matin, sur les places, une foule attentive et ordonnée écoute les nouvelles annoncées par haut-parleur et, dans un silence exalté, la Marseillaise qui les termine. Dans les villages, c'est parfois le crieur public qui les lit. Si Strasbourg n'est pas aussi gaie que d'autres, c'est qu'elle est en plein front. C'est qu'à 17 heures 30 il y a le couvre-feu, qu'aux portes et aux ponts des soldats en armes montent la garde comme devant une citadelle et qu'on ne circule pas dans les sombres rues sans donner le mot de passe. Mais dans la nuit du 24 décembre, la messe de cathédrale, dont la pierre rose porte gravement ses blessures, et ce sera, en

même temps, qu'un service religieux, un acte solennel consacrant le retour de l'Alsace à la France. L'Alsace sera-t-elle, d'ici là, complètement libérée? C'est le fervent espoir de chacun.

Après quelques autres de mes camarades, je m'étonne, depuis plusieurs jours, ici, en Alsace, de ces rumeurs insidieuses qui ont couru la France, de ces bruits équivoques sur l'accueil de l'Alsace; plutôt devrais-je m'étonner non pas qu'une poignée de malfaiteurs ou d'alarmistes a gages les aient propagés, mais que d'autres y aient ajouté foi. Dans ce pays, qu'on a tenté de germaniser, les soldats français ont trouvé, de l'aveu de tous, l'accueil le plus touchant et le plus sincère qui leur ait été fait depuis Paris. Venus, au cours de quatre années, de tous les coins de France, les hommes de la division Leclerc ont, depuis leur débarquement, vu bien des villes et des provinces que j'ai vues aussi et traversées avec eux, de la Normandie à l'Alsace. Lorsqu'on vit, lorsqu'on campe, lorsqu'on lutte au milieu du peuple, on ne se trompe guère sur ses sentiments, sur l'atmosphère morale et sentimentale dont il vous entoure. Or, il n'est pas un seul de ces hommes qui ne témoignera de ce qu'est l'accueil des Alsaciens. Et bien que n'ayant pas été parmi ceux qui combattent au sud de la poche de Colmar, je sais qu'ils parlent de l'Alsace avec la même certitude.

Il y a quatre ans, la Gestapo a fouillé toutes les maisons d'Alsace pour en arracher tout ce qui rappelait la France. On a fait prêter serment à chaque Alsacien qu'il ne possédait pas, ou plus, de drapeau français. Tout recel de drapeau français était puni de mort. Aujourd'hui, il n'est pas de province de France qui soit aussi superbement pavoisée. Ce n'est pas une improvisation.

élites, c'est-à-dire des minorités, voire des individualités. En conséquence, beaucoup pensent que si la démocratie est un régime de progrès, elle ne doit pas se priver du concours des meilleurs... Or, ce concours peut être appelé à prendre une forme révolutionnaire... »

Et l'auteur pose la question: Comment sortir de cette impasse?

A qui la faute?

Pierre CHAILLET S. J. - 15 déc. 1944 - *Témoignage chrétien*:

L'auteur répond à une question posée par un de ses correspondants: Sommes-nous menacés par le péril anarchique de certaines formes sectaires d'accaparement de la résistance? Il nous demande aujourd'hui de peser loyalement le danger opposé des chances offertes à la réaction la plus égoïste...

Dans ce dialogue avec soi-même, en face d'événements à la fois plein d'incertitude et de promesses, peut s'affirmer une volonté de fidélité au pacte tacite d'union scellé dans la ferveur de la clandestinité...

Tous ceux qui veulent faire du neuf et libérer le pays de la peur du risque doivent se donner la main et chercher loyalement à se comprendre...

La hantise du communisme risque de rejeter les chrétiens dans l'attitude de méfiance hargneuse, qui les a privés depuis tant et tant d'années de toute action efficace sur les événements... Chrétiens, nous ne pouvons nous inféoder au communisme. Nous savons bien ce qui nous sépare. Il suffit de nous définir chacun dans la clarté.

Mais ne sommes-nous pas effrayés au seul mot de révolution? Notre désir de réformes sociales profondes qui, seules, peuvent nous préserver de l'agitation révolutionnaire stérile, ne reste-t-il pas platonique? Si aucun parti n'a le droit d'accaparer, en faisant appel à l'union, la direction de toute la résistance afin d'instaurer la dictature de fait d'une minorité agissante, il tient à nous, solidairement, d'empêcher la résistance de courir à une faillite. Que l'épuration et la chasse à la cinquième colonne servent ici ou là de prétexte à des actes qui semblent trop souvent inspirés par l'esprit de parti ou une mesquine volonté de revanche, c'est un fait. Les résistants désintéressés ne doivent pas rentrer dans leur tour d'ivoire.

S'ils avaient tous le courage de se compromettre pour la justice et la liberté, en s'élevant sans faiblesse complice contre les abus d'une fausse fièvre révolutionnaire, un grand pas serait fait vers la possibilité de naissance d'un monde nouveau.

Ce monde nouveau sera ce que nous aurons permis par notre peur d'engagement, notre timidité froissée et notre absence boudeuse, ou ce que nous aurons voulu par notre confiance hardie et le rayonnement de notre amour. Ceux qui ont faim et soif, non de tranquillité, mais de justice et de vérité, ne s'y tromperont pas.

Pierre Chaillet S. J.

Un grand problème économique L'IRAK ET L'IRAN

par Jacques CHARDONNET - *Volontés* du 20 déc. 44

L'auteur de l'article explique les dessous de la crise iranienne actuelle par le problème du pétrole. Il fait un historique de la question pétrolière dans les pays et il en divise le développement en trois temps:

Premier temps: la prépondérance anglaise.

C'est la Grande-Bretagne qui, intéressée au contrôle du Proche-Orient, étape sur la route des Indes, a senti, la première, l'importance de ses pétroles; dès 1901, elle est intervenue en Iran pour se réserver dans tout le pays le droit de prospection et d'exploitation; elle fonda alors la grande société l'Anglo-Iranian, poussa activement l'exploitation d'Ahvaz à Khanikin et construisit l'immense raffinerie d'Abaden, la deuxième du monde; notons bien que le monopole britannique en Iran est resté intact jusqu'à la guerre actuelle.

En Irak, elle dut accepter un partage, tout en gardant la prépondérance: lors de la liquidation des intérêts allemands après la première grande guerre, elle se réserva 50% des actions, tandis que la France et les Etats-Unis obtenaient 23,75% pour chaque pays; l'Irak Petroleum Company était un condominium anglo-franco-américain à prépondérance britannique. La nouvelle société mit en exploitation après 1930 de vastes territoires entre Mossoul et Khanikin, la région de Kerkouk fut exploitée par la France, et un pipe-line, reliant les puits aux ports syriens et palestiniens de Tripoli et d'Haïffa, fut terminé en 1936.

Jusqu'alors, la Grande-Bretagne, qui contrôlait 555.000 km² de champs pétrolifères, avait en main la production pétrolière d'une des plus riches réserves mondiales. La guerre actuelle allait toutefois permettre aux Etats-Unis d'ébranler cette position et, par une vigoureuse contre-offensive économique, de s'assurer la place prépondérante.

Deuxième temps: la riposte américaine.

Les Etats-Unis ont fait jouer certaines dispositions de la loi prêt-bail: ainsi, en 1943, le Comité Truman a proposé que l'Angleterre paie les livraisons prêt-bail par la concession à la propriété de sociétés pétrolifères britanniques, ou du moins par la cession d'actions, si elle ne pouvait acquitter ses achats en dollars. Peu à peu, les Etats-Unis évincèrent la Grande-Bretagne des pétroles d'Irak; en septembre 1943, la Standard Oil acquiert le portefeuille anglais à l'Irak Petroleum et devient du même coup détentrice de 71,25 % des actions de l'Irak Petroleum; de même elle obtient une part importante de la Bassorah Company. Même en Iran, domaine jusqu'alors inviolé, les Anglais ont dû consentir à des accords avec les Américains.

Et voici que cette année même, un troisième partenaire vient se mêler au conflit.

Troisième temps: l'intervention russe.

Dans le Proche-Orient, la Russie pratiquait pourtant, depuis 1921, une politique d'abstention; or, à la fin de février 1944, elle commença à s'intéresser à la construction des pipe-lines projetés par les Américains en Arabie; puis, en septembre 1944, le vice-commissaire russe aux Affaires étrangères, M. Kavtaradze, arrive à Téhéran, porteur de deux demandes; l'octroi de concessions pétrolières dans le nord de la Perse à Kévirkhurian et le droit de prospecter de vastes domaines allant de l'Azerbeïdjan au Khorassan septentrional. Parallèlement, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis sollicitaient de nouveaux droits.

A toutes ces demandes, le gouvernement de Téhéran a opposé un refus formel; n'envisageant de prendre la question à l'étude qu'à la fin de la guerre, la note iranienne fait état de l'occupation du pays, de l'obscurité

de la situation économique générale et de l'échec de la récente conférence du pétrole. Or, si la Grande-Bretagne et les Etats-Unis se sont inclinés avec bonne grâce, la réaction russe a été très vive; la mission Kavtaradze s'est terminée par une véritable rupture, on accuse à Moscou l'Iran d'avoir violé l'accord de 1921, on suscite à l'Iran des difficultés dans le pays même: attaques des journaux de gauche contre Mohamed Saïd, grève générale et démission du premier ministre.

Tels sont les faits récents: leur importance dépasse singulièrement la querelle de personnes qui a opposé Mohamed Saïd à Kavtaradze et le conflit russo-iranien. L'incident a une signification internationale grave. Derrière le refus de l'Iran, on croit deviner l'intervention américaine; on conçoit mal que l'Iran ait aussi catégoriquement rejeté les demandes russes, sans la promesse d'un puissant soutien international; en outre, la facilité avec laquelle les Anglo-Américains se sont inclinés sans protester est une présomption supplémentaire.

Aussi bien, la Russie ne s'y est-elle pas trompée; sa presse a accusé ouvertement l'Iran de partialité envers les Etats-Unis, elle a rappelé la vieille hostilité anglo-russe en Perse avant 1907. L'impression générale semble prévaloir que la crise peut dégénérer en conflit de première grandeur entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'une part, la Russie de l'autre. Tout le problème est de savoir si la Russie se fera admettre au partage des réserves pétrolières du Proche-Orient. Il est possible, du reste, que l'incident russo-iranien ne soit pas sans rapport avec le refus russe d'assister à la conférence internationale de l'Aviation civile à Chicago.

Carrefour de civilisations et de peuples, carrefour économique depuis l'Antiquité, le Proche-Orient doit à ses ressources pétrolières de devenir une sorte de champ clos, où se heurtent des ambitions économiques opposées. Ni le recul anglais, ni l'échec russe ne sont définitifs. Dans le monde de demain, le Proche-Orient sera le théâtre d'âpres rivalités économiques, d'autant plus violentes que ses réserves apparaîtront plus puissantes et que les autres producteurs mondiaux de pétrole verront faiblir leur production et tarir leurs propres réserves.

Le caoutchouc synthétique américain

Volontés du 20 déc. 1944:

La production de caoutchouc synthétique aux U.S.A. atteint actuellement 836.000 tonnes par an, représentant 84 % de la consommation d'avant-guerre. Les capitaux investis dans cette nouvelle industrie sont évalués à 700 millions de dollars. L'auteur pose la question: Que deviendra cette industrie lorsque, le Japon expulsé, les plantations d'Extrême-Orient reproduiront? Il estime que la demande mondiale ne dépassera pas 1.600.000 tonnes contre une production totale de 2.750.000 tonnes. Le caoutchouc synthétique revient entre 10 et 15 cents par livre anglaise; le naturel pourrait baisser à quatre cents en améliorant les méthodes de culture. Il estime pourtant qu'il est possible que les Etats-Unis protègent, pour des raisons d'ordre militaire, leur industrie du caoutchouc synthétique.

Investir ou consommer?

Le Monde - 20 décembre 1944:

En gros, orientera-t-on l'économie française, au moins pour commencer et pendant un temps plus ou moins

long, vers la production des « biens de production » ou vers celle des « biens de consommation »? Produira-t-on — ou demandera-t-on à l'étranger — des objets qui servent à en produire d'autres, tels que machines, matières nécessaires à la fabrication d'instruments de travail, bâtiments d'usines, habitations (car elles aussi sont indispensables pour travailler)? Ou bien des objets destinés à être consommés directement par les particuliers, tels que meubles, vêtements, automobiles de tourisme, etc.?

Le public donnera instinctivement la préférence aux objets dont il a été privé pendant plus de quatre ans. Une masse de billets et d'autres moyens d'achat, qui restent en réserve, attend le jour où toutes les commodités qui nous manquent reparaitront sur le marché. Mais c'est là justement qu'est le danger.

Sans doute la production serait de toute façon limitée par l'usure ou la destruction des outillages, par le mauvais état des transports, ou par la pénurie de matières premières. Pourtant, même dans ces limites, les industries des biens de consommation, si des précautions n'étaient pas prises, risqueraient d'attirer à elles tous les capitaux disponibles.

Le public ne trouverait d'abord qu'avantage à voir satisfaits certains de ses désirs. Mais l'afflux des demandes entraînerait fatalement une hausse rapide et désordonnée des prix, qui pourrait déterminer une crise grave. Même si la hausse restait modérée, il n'y aurait plus assez de capitaux à investir dans les industries des moyens de production. Mais nous nous retrouverions bientôt, non pas même au même point qu'aujourd'hui, c'est-à-dire avec des usines démolies ou réduites à un outillage suranné, mais encore sans capitaux pour reconstituer les organes essentiels de notre industrie.

Ce qu'il faut avant tout reconstruire, c'est notre appareil de production. Reconstruire n'est pas assez dire, car notre outillage, avant la guerre, était déjà vieilli et en retard sur celui des autres grands pays industriels. Nous avons à nous donner un équipement neuf, capable de soutenir la concurrence internationale. Pour cela, il faut des capitaux, il en faut d'autant plus que notre main-d'œuvre est moins nombreuse qu'auparavant et que nous serons obligés d'importer davantage de matières premières et de machines-outils. C'est par centaines que des milliards seront nécessaires, dans les années qui viennent, pour rééquiper la France. Il faut donc faire en sorte que la grande masse des capitaux dont nous disposons ne soit pas détournée de cette œuvre.

Cela ne veut pas dire que les industries des biens de consommation doivent être arrêtées. Il convient au contraire de leur procurer autant de travail que possible, pour faire vivre leurs ouvriers et satisfaire des besoins urgents, comme ceux des sinistrés et de l'armée. Comme nous ne pourrions importer qu'en exportant, il faudra bien aussi soutenir les industries capables de vendre à l'étranger, notamment certaines industries de luxe. C'est une question de mesure et de dosage.

Par quels moyens le gouvernement orientera-t-il les investissements? C'est une autre question. Ce qui est certain, c'est que le gros effort doit porter d'abord sur le rééquipement du pays. Il nous en coûtera peut-être des privations encore pendant quelque temps. Le ministère de l'économie nationale heurtera peut-être le sentiment public. Mais la France est une grande blessée, qui doit reconstituer ses organes vitaux avant de songer à marcher et à vivre normalement.

LES LIVRES - LES LETTRES - LES ARTS

Les livres...

— *Aurélien*, par Aragon. Un gros roman, dit l'homme qui lit (*Figaro* du 16 déc. 44), dans lequel il y a peut-être un grand roman.

En tout cas, le meilleur roman d'Aragon probablement, jusqu'à ce jour.

— *Dans la Tourmente*. Marie Le Franc. Une série de nouvelles dont plusieurs sont exquises et singulières. Un sens féminin et cruel du récit, une sensualité jeune et joyeuse. *A. H. Carrefour*, 16 déc. 44.

Les lettres...

— L'Académie Goncourt se réveille... On dit que la première réunion de l'académie ne se terminera pas sans que des mesures d'épuration aient été prises... Le successeur de Pierre Champion serait André Billy. *Figaro*, 16 déc. 44.

Les arts...

— M. Pablo Picasso, dans une communication au *Daily Worker*, explique que son adhésion au parti communiste français «est un pas logique dans sa vie et dans son œuvre. Elle leur donne leur sens.» *Figaro*, 17 déc. 44.

IL VOUS INTERESSERA DE SAVOIR

— que le dernier chasseur américain fait 1.000 km à l'heure. *Paris-Presse* du 14 déc. 44.

— que le monde va réentendre la France. Dès le 1er janvier, la radiodiffusion nationale lancera des émissions vers tous les grands pays du monde. Ces émissions se feront dans la langue du pays. Elles comprendront un bulletin sur les diverses manifestations de notre activité nationale. *Figaro*, 16 déc. 44.

— que le premier bateau transportant des passagers venant d'Algérie a touché un port métropolitain le 15 décembre. *Humanité* du 17 déc. 44.

— qu'onze cents marins allemands se sont noyés lors du torpillage du *Tirpitz*. *Journal de Genève* du 16 déc. 44.

— qu'Alain Gerbault, le navigateur «solitaire» est mort en Nouvelle-Guinée des suites d'une fièvre tropicale. *Monde*, 21 déc. 44.

— Une bonne histoire: En Hollande, un citoyen entra dans un cabaret, fait le salut hitlérien et crie: Heil Rubens! Un Allemand, étonné, lui demande des explications. Eh bien! quoi, dit le Hollandais, chaque pays a son peintre.

VII. Anecdotes de la division

SALADE

Un clair soleil d'hiver éclaire les PRE-NEUF,
La paysanne enfouit MAINTS JAUNETS dans sa poche
Et, CAMBRAY dans sa JOLY robe des DOMANGE,
S'en va jusqu'à LER-VILLE acheter du CHAMBON.
Mais on a BEAU-MARCHE d'un BOM-PARD sur la route,

Si l'on part après l'heure, on arrive en RATARD.
«Ma pauvre dame, je n'ai plus ni de BORT ni DE-VEAUX,
Lui répond le BOUCHER. — Avez-vous quelque chose
Qui BUIS-se remylacer...? Si j'ARON rien ce soir
A donner au MARIE, oh, la la, que L'ANGLADE!!! —
«CE-CCALDI vrai, dit-il, je connais son MARIE,
Et son BRA-NET point doux bien qu'il ait pris DE-
LAGE...

Mais JA-NNEY vraiment rien, voyez, à PAR-CE-VAUX
Que je garde pour moi. Allez donc voir MARTIN,
Il PESCH-AUD bout du pont, il aura du poisson.» —
Et la voilà partie, elle MONT-A-L-a mairie,
TOURN-A-D-roite et Martin est au bord de SCHOM-
PRE.

C'est un homme RICH-ET GRAS, un'PERSON-nalité,
Il SAVE-LL'I-talien, mais il l'a oublié...

Comme il est GRIBIUS-sou, il revend du poisson,
La paysanne avance au bord DE-LE-RUE-sseau,
Comme elle ne sait par lire, elle a PA-LLU l'affiche
Qui DI-DE-LOT, CAR-BONN-E-L-a crue cette année.
«Mon DIO! SAINTE-MARIE! Au secours! Je me noie!»
Plus l'eau l'éclaboussait et plus ça L'AFFOLAY.

Le bon Martin la tire de la en WITASSE
Mais trop tard et ses beaux habits sont tout GACHET.
«Eh! CASTELLA-NE tienne, dit-elle en riant,
«Avez-vous du poisson? — Oui DA, au fonds du PUIG,

«Je l'ai REMY à l'eau dans mon petit VIVIER.» —
La voilà qui, de joie entonne une CHANSON:
«Trou la la, trou la la, la hi, la hi, LA HITTE...I!
Le bonhomme, chez lui l'em-MESNIL se sécher.
«Vous boirez bien, dit-il- avec moi, un GAUDET?
«J'ai DE-GOIS, vous verrez, pour donner CHAU-LIAC
ça... —

«Que oui, qu'elle répond, CAR-SI-GNOLE il y a
«Cela fera du BION! — Il faut touiller du sucre... —
«Oui, oui, on TOUYERAS, je connais la MANIERES. —
El' FIES-CHI lui est dit et se PIQUET le nez.
L'autre ne buvait pas. «BOIS, SAOUL, DIT-elle alors,
«C'est pas de L'ANCRE-NON, c'est de la MIRAM-
BEAU-Ile

«Que c'est écrit dessus, fol est QUI-LIT-QUI-NIE.» —
Le vieux est bien D-AVI-D'arrêter la soifarde,
C'est C-ALL-ET pas commode une fois remontée!
«S'EY-DOUX, qu'elle répète, O-ZA-NNE fait pas mal!
«Donne le BOUTHEON, je suis déjà GUERY!
«Oui, TH-E-BAUT, mon RIQUET, BOIS-SIEU-là qui
sont vides...» —

Son COMPAGNON s'inquiète, c'est C-A-N-E-PA nor-
male,

Elle aurait-y trop bu? Tant PY, c'est pas PAULY.
Mais elle n'entend plus, elle se TRANIE par terre
En roulant deux grands yeux BLANCHARD qui lui font
peur.

«El' A-LL-AIRE ivre, il dit, faut tirer ça AU-CLERT.» —
Il COURT chez le CREMIEUX: «Va chercher le doc-
teur...!» —

«C'est-y toi qui va pas? — Non c'est AL-C-AY malade,
«A-SS-AN a envoyé un peu trop à l-A-LLONGUES.» —
La vér-ITIE bien vraie, c'est qu'elle est ivre-morte...

Le docteur accouru DU-JARDIN où il WEIL
 Essaie avec BRIOT DE L-A-CROCHAIE encore.
 He-LASS-ALLE s'en va, la sa-CRE-PIN-tocheuse...
 Elle, si plein d'ALAN-CON cœur TRO-A-DEC-ru
 Et la vie l'aban-DRONNE. On prévient le mari
 Qui épiluchait des POMME-RET-nettes dans sa cave.
 La nouvelle l'atteint comme un coup de MASSU,
 En courant, il acc-ROCHE-LET gens dans la rue,
 Devant sa femme aimée, il s'alan-GUI-LLE-BON,
 Son cœur en est BRISSET, il glisse dans la FOSSE...
 Ils y dorment tous deux, et LE-COMTE est fini.
 C'est une histoire de FOU-QU'ER, qui PÜTZ est, bien
 triste.

Dongo.

TROUBADOURS ET CARAVANE

Un très vieux manuscrit... œuvre, sans doute, d'un de
 ces troubadours qui silonnaient dans l'ancien temps le
 beau pays de France et chantaient de par les villages
 les exploits des traîneurs de sabres.

Il y a dans ces quelques vers au parfum désuet un je
 ne sais quoi d'actuel, et c'est pourquoi je les exhume au-
 jourd'hui pour les lecteurs de Caravane.

Français combattant sans répit
 Rentraient en boutant l'ennemi.
 Lors ils étaient défigurés,
 Blessés, rompus et détranchés,
 Les uns borgnes, les autres tors,
 Encore étaient leurs chevaux morts...
 Avaient souffert trop de malchance
 En gardant royaume de France
 D'oppression, de tort et de force.
 Leurs visages semblaient d'écorce,
 Hors des jaques saillait la bourre
 Tant on les avait laissé courre.
 Lors trouvèrent leurs compagnons
 Pleins de joyeuse compassion:
 Les Français étaient bien peignés,
 Visage tendre et délié,
 Bien dansaient en salles jonchées
 De mille roses effeuillées,
 Aussi chantaient comme sirènes:
 «Continuez, beaux capitaines...!»

REACTIONS

Sur les bords de la Moselle, sous de grands peupliers,
 c'était, pour beaucoup d'entre nous, le premier bombar-
 dement.

Faut-il attribuer à notre atavisme gaulois la crispa-
 tion intérieure que provoque cette chose qui tombe du
 ciel bruyamment? Peu importe. Atavisme ou non, les
 idées qui vous viennent dans le moment même de cette
 crispation sont le fruit de réactions très personnelles.

C'est en cela qu'elles m'intéressent.

Elles varient selon l'idiosyncrasie de chacun. On les

lit dans les yeux; certains les expriment à voix basse
 comme ces fous qui se parlent à eux-mêmes en faisant
 des gestes sur les promenades publiques.

J'en ai notés quelques-unes.

**

Ce sifflement, aigu d'abord, puis grave, qui s'étouffe
 dans un coup de hache bref, le musicien recherche sur
 quelle guitare d'Hawaï, il en retrouvera le son fuyant,
 quelle mélodie swing il pourra ainsi rythmer de coups de
 cymbale.

Hawaï!

La rivière de Waikiki et les filles en colliers de fleurs!
 Bars enfumés où des couples trépigment!

Hot swing!

**

Le poète fredonne:

«Si tous les obus
 avaient des clochettes,
 des clochettes au... bout
 On n' s'entendrait plus.»

(Air connu)

Montmartre et son moulin!
 Et ses chansons bues
 dans une cerise à l'eau de vie!

**

Le polytechnicien calcule:

«S'il faut son poids de fer pour tuer un homme; étant
 donné que je pèse un poids P, que chaque obus pèse un
 poids p; en admettant qu'il tombe un nombre d'obus x
 dans l'unité de temps t et sur une surface Q; si je sup-
 pose qu'avec mes déplacements, j'occupe dans le même
 temps une surface q, le délai normal dans lequel je dois
 être touché est donné par la formule

$$\frac{P q}{p x} t \sqrt{Q} = 0$$

...non, je me suis trompé; recommençons:

«S'il faut son poids de fer...

Celui-là est encore à Nomexy.

**

Le philosophe est plus bref:
 J'entends, donc je vis.

**

Quant à moi, engagé volontaire, comme tant d'autres,
 pétri de culture classique, j'évoque les matinées du jeudi
 au Théâtre Français du temps de ma prime jeunesse. Je
 revois les seins généreux d'une mûre soubrette, la sil-
 houette cassée de gérente, l'habit bariolé de scapin.

Cette phase célèbre me revient en mémoire, que Mo-
 lière, dit-on, vola au pauvre Cyrano:

«Mais que diable allait-il faire
 dans cette galère?»

Aspirant Hanotin, du 3/1 R.M.S.M.

NOTA

*Pour honorer la mémoire de ceux qui sont tombés et pour que leur souvenir reste un exemple vivant,
 « Caravane » fait appel aux camarades qui les ont connus.*

Les quelques mots qui retracent leur gloire, reconforteront bien des cœurs.

Patrouille-Ballade

Bien sagement à la file
 les arbres sous mes yeux défilent
 la route est brisée de mares
 et les nuages dans le ciel lourd
 s'ébrouent.

Et à mon poste, pluie exceptée, je me sens bien,
 Mes pieds au chaud ne faisant rien;
 bercé par le « honey » cette bonne grosse fille
 qui sans discontinuer danse sur ses chenilles,
 pour un peu je m'endormirai
 mais je ne peux le faire
 N'est-ce pas, c'est la guerre,
 l'intérieur est tout d'un blanc chirurgical
 mais, débloquer, la mitrailleuse
 du contact de son dur métal
 me rappelle toujours railleuse
 que je ne suis pas à l'hôpital,
 — du moins pas encore.
 Est, Ouest, Sud, Nord,
 la prunelle de la boussole
 me cloue au sol
 du regard ironique
 de son œil vitré et unique.

« Fermez vos capots, si la zone est dangereuse. »
 Je veux bien, mais malgré que je me creuse
 l'esprit, je n'arrive pas à trouver
 par malheur,
 la nature moins amie et les prés moins alliés
 que tout à l'heure,
 il y a moins de monde c'est plus tranquille,
 réminiscences de vie civile,
 mon fauteuil en se baissant
 joue l'ascenseur quand il descend.
 Désormais je ne vois plus rien,
 Noir intégral, je ne peux distinguer mes mains
 quand à mes pieds... Mais il fait chaud,
 puis la situation s'améliore quelque peu,
 à ma gauche naît une veilleuse
 et par sécurité j'arme ma mitrailleuse;
 derrière moi, tournant la tourelle,
 le tireur montre son individu
 comme au salon de couture les modèles,
 mais lui est moins beau... et moins nu,
 j'essaye par le périscope
 d'attraper des tranches de nature,
 mais ne vois rien, il pleut trop dur
 et sans plus me casser la tête
 j'allume quelques cigarettes
 et hurle pour m'occuper
 dans mon micro :

Allô Henri 5 Allô
 Henri 5 comment me recevez
 Vous.
 Histoire de fou,
 je verrai au retour (n'étant pas mort dans l'aventure)
 que mon poste ne pouvait capter que les fritures
 (Ou si vous préférez, c'est plus moderne, les parasites)

et comme la pluie a cessé assez vite,
 assis dans mon fauteuil très confortablement
 il me semble en réalité
 qu'en spectateur j'assiste à des actualités,
 le film est muet, mais on en a pour son argent :
 le chef de la patrouille regarde de tous côtés
 qui nous fait signe d'avancer
 lorsque l'hésitation lui paraît sans raison.
 Mais comme je ne vois rien au fond
 je trouve qu'on perd un peu son temps.
 Et puis voilà que tout s'agite,
 les piétons s'applatissent et le char prend du gîte
 — A vrai dire, je ne sais pas pourquoi. —
 le tireur tire, le conducteur conduit,
 et le chef de voiture
 expose au balles sa figure.
 Mais dans mon noir petit réduit
 j'en suis réduit
 à manger ma N. A. A. F. I.
 je cherche sur qui tirer : seul glaise ou bien ciel gris
 se présente à mes yeux.
 ... Ce coup-ci je vois mieux,
 car quelques balles traçantes
 semblent être éjectées par la pente
 d'en face. Trop tard,
 car,
 nous reprenons le chemin du village.
 Enfin, je vois un but qui nous barre la route,
 c'est une vache qui broute
 et qui ayant suivi notre progression sage,
 avait figure, sans guère avoir la trouille,
 l'arrière-garde de la patrouille.
 Mais maintenant qu'elle est en tête,
 elle veut conserver l'allure qui lui plaît.
 Menaces, sirène, rien n'y fait
 rien ne saurait la déranger
 la faire se ranger.

Mais avant qu j'ai le temps d'ajuster ce beau but
 elle a déjà reçu une balle dans le cul
 et partant au galop dans un long beuglement,
 elle va se réfugier chez sa verte nature.
 Et quand nous fûmes rentrés en notre cantonnement
 j'appris que la patrouille était un beau succès,
 puisque maintenant on connaissait
 le plan de feu de l'adversaire,
 quand en tirant plus tôt qu'il n'était nécessaire
 avait commis l'erreur
 de ne pas azimuter.

Et crachant de wrigley's que je mâchai depuis une heure
 je réfléchis longtemps dans la nuit qui montait
 que le chewing-gum seul sur terre est immortel
 et que j'eûs pu mourrir sans avoir rien compris.
 Et le pays voisin où le feu avait pris
 était un grand brasier palpitant d'étincelles
 et créait au ciel mort des étoiles nouvelles.

Spahi Wallon.